



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

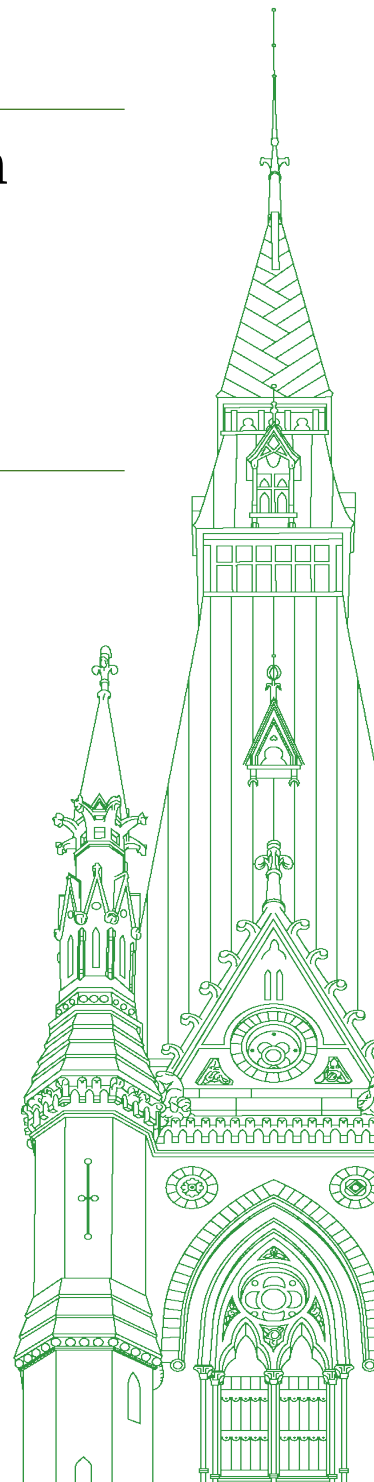
Comité permanent de la condition féminine

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 022

Le mardi 3 février 2026

Présidente : Marilyn Gladu



Comité permanent de la condition féminine

Le mardi 3 février 2026

• (1100)

[Traduction]

La présidente (Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton—Bkejwanong, PCC)): La séance est ouverte.

Bienvenue à la 22^e réunion du Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes.

Conformément au Règlement, la réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride.

J'aimerais faire quelques observations à l'intention des membres du Comité et des témoins d'aujourd'hui. Veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Ceux qui participent à la réunion par Zoom doivent cliquer sur l'icône du microphone pour activer leur micro. Veuillez vous mettre en sourdine lorsque vous ne parlez pas. Pour l'interprétation, si vous regardez au bas de votre écran, vous verrez que vous pouvez choisir le parquet, l'anglais ou le français pour entendre la langue désirée. Si vous souhaitez prendre la parole, levez la main. Tous les commentaires doivent être adressés à la présidence. Je vous remercie de votre coopération à cet égard.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le lundi 15 septembre 2025, le Comité reprend son étude sur l'idéologie antiféministe.

Avant d'accueillir nos témoins, j'aimerais faire une mise en garde. Nous allons discuter de thèmes et d'expériences liés à l'idéologie antiféministe. Ces enjeux peuvent raviver un traumatisme pour les personnes qui ont vécu des expériences similaires. Si des participants se sentent bouleversés ou ont besoin d'aide, veuillez en informer la greffière. Il est important que tous les témoins et les députés reconnaissent qu'il s'agit de discussions difficiles, alors faisons preuve de compassion dans nos interventions.

Accueillons nos témoins.

[Français]

À titre personnel, nous recevons Tristan Boursier, docteur en science politique.

De l'organisme Les 3 sex*, nous accueillons Mylène de Repentigny-Corbeil, directrice générale.

[Traduction]

Nous recevons Dina Haddish, coordonnatrice des membres de l'Ontario Coalition of Rape Crisis Centres. Bienvenue.

[Français]

Nous allons commencer par les déclarations d'ouverture des témoins.

Monsieur Boursier, vous avez la parole pour cinq minutes.

Tristan Boursier (docteur en science politique, à titre personnel): Bonjour, madame la présidente, mesdames et messieurs, les membres du Comité.

Je vous remercie de m'avoir invité à comparaître aujourd'hui afin de discuter de ce sujet important qu'est l'antiféminisme.

L'antiféminisme peut être défini comme un contre-mouvement. En ce sens, il s'oppose au féminisme en tant que mouvement social. Il s'oppose à la valeur centrale défendue par ce mouvement, soit l'égalité entre les genres. Contrairement à une idée répandue, l'antiféminisme ne se limite pas à des attitudes sexistes ou à de la misogynie ordinaire. Il s'agit avant tout d'une vision politique du monde, fondée sur une idée centrale, soit que l'inégalité entre les femmes et les hommes serait non seulement naturelle, mais également souhaitable. À ce titre, l'antiféminisme constitue une idéologie à part entière qui vise à contester, freiner ou renverser les avancées en matière d'égalité.

Il est important de souligner que l'antiféminisme n'est pas un phénomène nouveau. Des historiennes comme Christine Bard ont montré qu'il a traversé les siècles sous des formes différentes. Toutefois, mes travaux ne portent pas sur les formes historiques de l'antiféminisme, mais sur ses manifestations contemporaines, en particulier dans les espaces numériques.

Mes recherches se concentrent principalement sur le Québec et la France. Néanmoins, dans un environnement numérique mondialisé, il est impossible d'ignorer l'influence des États-Unis, où l'antiféminisme en ligne est particulièrement structuré, visible et économiquement attrayant. Les discours circulent, se traduisent, s'adaptent et traversent les frontières nationales avec une grande facilité.

Je m'intéresse plus spécifiquement à des acteurs clés de cet écosystème, les influenceurs. Il s'agit d'individus dont l'activité principale consiste à produire et diffuser des contenus numériques qui promeuvent une vision antiféministe du monde, par exemple des vidéos, des balados, des mèmes ou des formations payantes.

Ces acteurs ne sont pas marginaux, ils disposent parfois de communautés très larges et développent de véritables modèles économiques fondés sur la captation de l'attention. La vision du monde qu'ils diffusent est très souvent masculiniste. Le masculinisme peut être compris comme une sous-catégorie de l'antiféminisme. Il repose sur l'idée que les féministes seraient allées trop loin, ce qui aurait provoqué une prétendue crise de la masculinité. Selon ce récit, nous vivrions aujourd'hui dans des sociétés dominées par les femmes et le féminisme, au détriment des hommes, qu'il faudrait donc selon eux protéger.

Les acteurs masculinistes se présentent ainsi comme les défenseurs des hommes en opposition directe au féminisme. Ce discours se construit sur une logique de renversement des rapports de pouvoir. Les groupes historiquement dominants y sont décrits comme des victimes, tandis que les luttes féministes sont présentées comme oppressives. Dans les cas que j'étudie, ce discours n'est pas seulement idéologique, il est également économique et a des effets de violence concrète.

L'antiféminisme devient une façon de monnayer des contenus en ligne: c'est un produit à vendre, un levier de visibilité de revenus qui favorise le harcèlement et les discours de haine. Les plateformes numériques jouent ici un rôle central. Elles facilitent la diffusion massive de ces contenus, leurs recommandations algorithmiques et leur accès par des publics toujours plus jeunes. Ces discours sont souvent le fruit de tactiques de diffusion qui les rendent difficiles à identifier ou à contrer avec les dispositifs juridiques existants. Ils contribuent néanmoins à banaliser des représentations profondément inégalitaires des rapports sociaux entre les genres.

Ce que montrent mes travaux, c'est que l'antiféminisme contemporain ne relève pas uniquement de la marge. Il s'inscrit dans des stratégies de diffusion des idées réactionnaires. J'observe ainsi de plus en plus une convergence entre antiféminisme et extrême droite. Cette convergence peut notamment rentrer dans des stratégies partisanes de mobilisation du vote masculin.

Comprendre l'antiféminisme comme une idéologie structurée, portée par des acteurs identifiables et amplifiée par des environnements numériques est essentiel pour saisir ses effets sociaux et politiques. Il ne s'agit pas uniquement d'un débat d'idées abstraites, mais d'un phénomène qui influence les représentations, les trajectoires de socialisation et, à terme, notre rapport à la démocratie elle-même.

Je vous remercie de votre attention et je serai heureux de répondre à toutes vos questions.

• (1105)

La présidente: Merci.

Madame de Repentigny-Corbeil, vous avez la parole pour cinq minutes.

Mylène de Repentigny-Corbeil (directrice générale, Les 3 sex*): Merci.

Madame la présidente, mesdames et messieurs les membres du Comité, je vous remercie de m'offrir la possibilité de prendre la parole aujourd'hui au nom de l'organisme que je dirige, Les 3 sex*, qui lutte pour les droits sexuels et la santé sexuelle des femmes et des personnes LGBTQ+.

Je suis certaine que les personnes et organismes qui ont témoigné avant moi vous ont dressé le même constat: les idéologies antiféministes et masculinistes ne sont plus marginales. Elles sont en hausse partout au pays et structurent désormais une part importante de notre environnement social et numérique.

Aujourd'hui, des propos qui déshumanisent les femmes et qui rejettent l'égalité des genres circulent librement en ligne comme hors ligne. Trop souvent, ces discours sont présentés comme de simples opinions anodines ou inoffensives. Or, ces idéologies ont des conséquences bien réelles sur la dignité, la sécurité et la santé des femmes et des filles au Canada.

Derrière ces discours se trouve un écosystème en ligne bien organisé appelé androsphère. On y retrouve différentes communautés masculinistes, comme Pickup Artists, Men's Right Activists, Incels, entre autres, qui partagent des croyances communes comme la haine des femmes et des féministes, la victimisation des hommes, et la légitimation du contrôle et de la violence envers les femmes.

Les chiffres sont alarmants: au Canada, une femme sur cinq a été victime de harcèlement en ligne, 80 % des éducateurs et éducatrices disent avoir été témoins de comportements sexistes ou masculinistes chez les jeunes garçons, et un quart des jeunes de 13 ans à 18 ans rapporte avoir vécu au moins une forme de violence sexuelle facilitée par les technologies.

Ces données ne sont pas abstraites, ce sont des vies. Les violences promues et normalisées dans l'androsphère peuvent avoir des conséquences graves comme l'isolement, la détresse psychologique, les symptômes dépressifs, l'automutilation, et même des pensées suicidaires, d'autant plus que l'androsphère s'adresse de plus en plus à des garçons très jeunes. Au Canada, 47 % des jeunes de 12 ans à 17 ans sont exposés à du contenu sexiste ou raciste en ligne au moins une fois par semaine.

Le problème n'est évidemment pas les jeunes garçons. Le problème, ce sont les récits qu'on leur propose: des récits simplistes où les femmes deviennent des boucs émissaires et où la domination masculine est présentée comme une solution à leur insécurité. Ces récits ont des conséquences réelles. Une enquête menée auprès de 1 400 élèves dans six écoles secondaires de Montréal révèle que plus du tiers des garçons, donc 34 %, estiment qu'ils devraient avoir le droit de contrôler avec qui leur copine interagit. Ces discours s'installent d'autant plus facilement qu'ils sont diffusés de manière insidieuse. Les recherches démontrent qu'une simple requête en ligne, par exemple sur des exercices physiques, peut mener en quelques vidéos à du contenu de l'androsphère.

Devant ces constats préoccupants, il ne faut toutefois pas baisser les bras. Il est encore possible d'agir.

Les études sont claires. Pour freiner la montée des idéologies masculinistes, nous devons investir massivement dans la prévention, l'éducation et la sensibilisation. Il ne s'agit pas de stigmatiser les garçons, mais de leur offrir des espaces sécuritaires pour développer leur esprit critique, comprendre les mécanismes de radicalisation en ligne, déconstruire les discours antiféministes et réfléchir à des modèles de masculinité saine, égalitaire et non violente. De plus, cette éducation ne s'arrête pas à l'école.

Les hommes adultes qui ont terminé leur scolarité ont eux aussi besoin d'outils en littératie numérique et de prévention à la radicalisation antiféministe. Sur le terrain, des organismes communautaires font déjà ce travail essentiel. Ils travaillent en prévention, en sensibilisation, en accompagnement, en recherche et en intervention de crise. Ils développent des outils pour contrer la désinformation, pour soutenir les victimes et pour outiller les jeunes. Ces actions sont efficaces; elles permettent de réduire l'adhésion au discours masculiniste et de prévenir la radicalisation de centaines de jeunes garçons.

Cependant, ces organismes sont à bout de souffle. La demande augmente, les situations se complexifient et les ressources, elles, ne suivent pas. Sans financement stable, prévisible et structurant, il devient extrêmement difficile d'agir en amont, là où la prévention est pourtant plus efficace. Votre engagement peut concrètement changer la donne. Il peut freiner la montée de la haine, prévenir les violences et littéralement sauver des vies.

Merci.

• (1110)

La présidente: Merci.

[Traduction]

Madame Haddish, vous avez maintenant la parole pendant cinq minutes.

Dina Haddish (coordonnatrice des membres, Ontario Coalition of Rape Crisis Centres): Merci, madame la présidente, et merci au Comité de m'avoir invitée.

Je m'appelle Dina et je représente l'Ontario Coalition of Rape Crisis Centres, ou OCRCC. Nous formons un réseau provincial qui représente les centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle de l'Ontario. Nos centres membres épaulent directement les survivantes de violence sexuelle. Ils offrent des services axés sur les survivantes et tenant compte des traumatismes dans les communautés, ainsi que de l'éducation publique et des renseignements pour la défense des droits à grande échelle.

Nos observations d'aujourd'hui reflètent ce que les centres que nous représentons constatent sur le terrain et décrivent comment l'idéologie antiféministe mine la sécurité des survivantes, la dénonciation et l'accès à la justice.

Si on se fie au travail de nos centres membres, l'idéologie antiféministe n'est pas abstraite: elle cause un préjudice direct et concret aux survivantes de violence sexuelle et aux organisations qui les soutiennent. Les centres subissent une intensification du harcèlement et des réactions négatives, y compris des attaques en ligne coordonnées, de l'intimidation lors d'événements organisés par des survivantes et la diffusion de messages qui présentent le féminisme et la défense des droits des survivantes comme étant idéologiques, trompeurs ou néfastes. Dans ce contexte, les victimes hésitent à dénoncer les agressions et à demander de l'aide. Les survivantes choisissent de ne pas signaler les violences sexuelles, de ne pas témoigner, de ne pas assister à des événements publics et de ne pas demander de services par crainte d'être la cible d'attaques groupées en ligne, de voir leurs renseignements personnels divulgués contre leur gré et de subir une atteinte à leur réputation.

Nos centres constatent également que les processus juridiques et administratifs sont utilisés pour intimider et réduire au silence les survivantes et les fournisseurs de services. Il en résulte non pas une diminution de la violence sexuelle, mais une diminution de la dénonciation et de l'accès aux mesures de soutien.

Il est également essentiel de situer l'idéologie antiféministe dans un contexte colonial. La Commission de vérité et réconciliation — ou CVR — et l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées considèrent la violence sexuelle comme une conséquence, encore à ce jour, des pratiques coloniales, des échecs organisationnels et des inégalités systémiques. Dans le rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, cette violence est qualifiée de persistante et structurelle plutôt que d'isolée. L'idéolo-

gie antiféministe renforce cette réalité en niant les préjudices systémiques, en rejetant l'analyse féministe axée sur les survivantes et en refusant la reddition de comptes pour l'incapacité de l'État et des organisations à prévenir la violence sexuelle.

L'idéologie antiféministe ne s'enracine pas en vase clos. Elle est rendue possible par des conditions structurelles qui affaiblissent les réactions à la violence sexuelle.

D'abord et avant tout, le financement précaire des centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle — en particulier pour les efforts d'éducation publique et de prévention — limite la capacité du secteur à contrer la désinformation, à réagir au harcèlement et à déployer des efforts soutenus pour remettre en question les mythes liés au viol.

Deuxièmement, les données nationales coordonnées sur la violence sexuelle font défaut, ce qui mine l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et ce qui permet à des messages trompeurs sur la fréquence des incidents, le signalement et la crédibilité de persister.

Troisièmement, le manque d'interventions axées sur les survivantes et tenant compte des traumatismes — en particulier dans les systèmes juridiques et organisationnels — crée des conditions dans lesquelles les survivantes de violence sexuelle subissent à nouveau leur traumatisme ou ne sont pas crues, et où les récits antiféministes semblent légitimes.

Les divers groupes ressentent les répercussions de l'idéologie antiféministe à différents degrés. Les survivantes autochtones, racisées, migrantes, queers, transgenres, bispirituelles et handicapées sont confrontées à des obstacles multiples en matière de dénonciation, de crédibilité, de sécurité et de justice. Ces survivantes sont plus susceptibles d'être scrutées à la loupe, de ne pas être crues et de subir des représailles lorsqu'elles dénoncent une situation.

La lutte contre l'idéologie antiféministe et ses répercussions sur les survivantes de violence sexuelle nécessite des interventions concrètes. Nous exhortons le Comité à tenir compte de ce qui suit.

Premièrement, il faut un financement fédéral stable et à long terme pour les centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle, y compris une enveloppe consacrée à l'éducation publique et à la prévention pour lutter contre les idéologies masculinistes et antiféministes.

Deuxièmement, il faut renforcer les mesures de protection contre le recours abusif aux processus juridiques et administratifs pour réduire au silence les survivantes et les centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle.

Troisièmement, il faut véritablement mettre en œuvre les appels à l'action de la CVR et les appels à la justice liés à la prévention de la violence sexuelle, aux ressources tenant compte des traumatismes et à la reddition de comptes.

L'idéologie antiféministe fait en sorte qu'il est plus difficile pour les survivantes de violence sexuelle de dénoncer la maltraitance. Si nous prenons la sécurité, la santé mentale et la justice au sérieux, il faut nous attaquer à cette réalité.

Je vous remercie du temps que vous m'avez accordé. Je serai heureuse de répondre aux questions du Comité.

• (1115)

La présidente: Nous allons maintenant entamer nos séries de questions.

Lorsqu'il vous restera une minute, je vous montrerai le carton jaune. Puis, lorsqu'il vous restera 30 secondes, je vous montrerai le carton rouge.

Nous allons commencer notre série de questions avec Mme Roberts, qui dispose de six minutes.

Anna Roberts (King—Vaughan, PCC): Merci, madame la présidente.

Merci aux témoins. Je vous remercie de votre temps. J'espère que nous pourrions trouver des idées pour améliorer la situation.

Je vais vous demander à tous les trois de commenter la question de l'éducation. Quelqu'un a-t-il des statistiques sur les personnes qui ont appris à rejeter leur pensée antiféministe?

Commençons par M. Boursier.

[Français]

La présidente: Monsieur Boursier, voulez-vous répondre à la question?

Tristan Boursier: Merci de votre question.

Je ne travaille pas spécifiquement dans le domaine de l'éducation, donc je n'aurais pas de recommandations à faire sur cette question. Je voudrais juste rappeler que c'est une avenue qui semble intéressante, dans la mesure où elle est soulignée par beaucoup de mes collègues qui sont, justement, des spécialistes de cette question.

J'aimerais aussi rappeler que, face à l'école, il y a des acteurs qui sont extrêmement puissants: les géants du numérique et les médias sociaux. Ceux-ci mettent en place un terrain favorable à l'antiféminisme, qui attaque directement notre école. La question serait de savoir si l'école est suffisamment solide face à ces acteurs qui l'attaquent directement.

[Traduction]

Anna Roberts: D'accord, merci.

Quelqu'un d'autre souhaite-t-il renchérir sur cette réponse?

Dina Haddish: Oui, j'aimerais répondre.

La recherche et la pratique montrent que la pensée antiféministe peut être atténuée par l'éducation précoce, en particulier sur les masculinités saines, sur le consentement, sur les relations saines et sur la mobilisation des hommes et des garçons comme alliés. Les centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle mènent ce travail dans les communautés depuis des décennies, malgré le sous-financement chronique et les fonds très limités consacrés à l'éducation publique. L'éducation publique pour lutter contre les masculinités antiféministes et hégémoniques est au cœur même du modèle des centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle.

Anna Roberts: La dernière, mais non la moindre, est Mme de Repentigny-Corbeil.

[Français]

Mylène de Repentigny-Corbeil: Merci de la question.

En effet, je pense que les études prouvent que la prévention, la sensibilisation et l'éducation en amont sont toujours favorables pour

déconstruire certaines idées et pour utiliser son esprit critique. Ces études peuvent absolument être transposées au mouvement actuel.

J'ai envie d'ajouter que l'éducation ne se limite pas non plus à l'école. Beaucoup de garçons et de Canadiens et Canadiennes ne sont plus à l'école et peuvent partager ces idéologies. Ils doivent être sensibilisés et éduqués, notamment en littératie numérique, mais aussi sur l'égalité des genres. Ça, ça passe par les gens qui sont sur le terrain et qui peuvent faire cette sensibilisation.

Pour répondre à la question, à savoir s'il y a des données spécifiques sur la montée de l'antiféminisme, je dirais qu'on assiste à un mouvement qui nous dépasse. Les technologies sont de plus en plus développées. Les études montrent que la prévention sera toujours quelque chose de favorable pour déconstruire les idées qui promeuvent la haine.

[Traduction]

Anna Roberts: Si quelqu'un a des données, j'aimerais vraiment les obtenir, car elles nous aideront peut-être à préciser nos conclusions et à nous assurer que nous incluons le volet d'éducation.

Ma prochaine question est la suivante. Nous parlons de l'idéologie antiféministe. Qu'en est-il des parents? Quel est le rôle des parents par rapport à cet enjeu? Pensez-vous que c'est un échec sur le plan parental?

N'importe qui peut répondre. Je suis prête à entendre qui veut bien répondre.

• (1120)

[Français]

Mylène de Repentigny-Corbeil: Je peux tenter de donner une réponse.

Je ne le pense pas du tout. Je pense que la plupart des parents ne sont pas mal intentionnés. Je pense qu'il y a des méconnaissances sur ce qui se passe en ligne. Je pense qu'il y a un besoin et qu'il est nécessaire d'avoir une meilleure littératie numérique, une meilleure compréhension de contrôle, de ce qui se passe, mais aussi, surtout, de mieux comprendre ce qui se passe en ligne. Il s'agit de mieux comprendre la terminologie et ce que ces idéologies peuvent promouvoir et la manière dont elles se déploient en ligne.

Je ne pense pas du tout que c'est la faute des parents. Je pense que les parents ont besoin justement de cette sensibilisation et de cette éducation pour mieux accueillir leurs jeunes garçons et mieux prévenir les violences qui peuvent être développées ou les idéologies que ces jeunes garçons peuvent acquérir très tôt. On met l'accent beaucoup sur les plus vieux, sur l'adolescence plus tardive, mais ces idéologies peuvent être transmises dès 9 ans, 10 ans, 11 ans. Les parents peuvent avoir un rôle important à jouer, mais il faut qu'ils comprennent la situation et qu'ils soient sensibilisés à la chose.

[Traduction]

Anna Roberts: Je pourrais formuler ma question ainsi: si nous sommes des exemples pour nos enfants et que nous incarnons ces attitudes chez nous, ne pensez-vous pas qu'elles se répercuteront en dehors du foyer familial? Puis, si les enfants sont exposés à des activités en ligne, cela ne peut-il pas les dissuader à adhérer à de saines idées?

Je sais que j'ai élevé mon fils pour qu'il traite les femmes, les hommes ou quiconque avec respect.

Dina Haddish: J'aimerais répondre.

Anna Roberts: Merci.

Dina Haddish: Je pense qu'il est certes essentiel de soutenir les parents en leur fournissant des ressources, mais l'effort s'inscrit dans des interventions et une approche communautaires globales en matière de prévention de la violence.

Nous avons tous la responsabilité individuelle de mettre fin non seulement aux attitudes antiféministes, mais aussi à la violence contre les femmes et les personnes de diverses identités de genre en général. Il faut soutenir les parents en leur donnant des ressources, car les parents sont des partenaires essentiels de la prévention, mais la solution ne se limite pas aux parents. Des entraîneurs, des enseignants...

La présidente: Votre temps est écoulé, madame Roberts.

Nous passons maintenant à Mme Ménard.

[Français]

Madame Ménard, vous avez la parole pour six minutes.

Marie-Gabrielle Ménard (Hochelaga—Rosemont-Est, Lib.): Merci, madame la présidente.

Monsieur Boursier, madame de Repentigny-Corbeil, madame Haddish, je vous remercie de prendre le temps d'être parmi nous aujourd'hui. Votre expertise enrichit notre étude, une étude qui nous trouble, mais qui nous passionne. Je me fais un peu le porte-voix de l'ensemble de mes collègues réunis ici.

Monsieur Boursier, je commence par vous.

Nous sommes en fin d'étude et quelque chose dans votre discours d'ouverture a retenu mon attention. J'ai l'impression que c'est un chemin qu'on a moins fréquenté. Vous dites que la montée de l'idéologie féministe a de réelles conséquences économiques. Je suis curieuse de vous entendre.

Tristan Boursier: Merci, madame la députée.

Je me permets de vous corriger: il s'agit de la montée de l'idéologie antiféministe, et non féministe.

Ce que j'observe sur le terrain avec mes propres données, c'est que le discours n'est pas seulement idéologique et politique, mais qu'il est aussi, pour ces influenceurs, une façon de gagner de l'argent, de monnayer du contenu. Les deux sont imbriqués. Il faut avoir les deux en tête pour comprendre comment ces contenus, ces idées, se diffusent et arrivent à convaincre.

L'antiféminisme n'est pas nouveau. Comme je l'ai mentionné et comme d'autres l'ont mentionné avant moi dans le cadre de cette étude, il existe depuis très longtemps. Christine Bard parle d'antiféminisme qui traverse les siècles. Par contre, ce qui semble nouveau, c'est son intensité et sa capacité à toucher des plus jeunes. C'est pourquoi je mets l'accent sur les médias sociaux numériques pour comprendre ça.

Dans ce cadre, j'ai remarqué que les contenus antiféministes proférés par des acteurs qui ne viennent pas forcément de l'antiféminisme ont considérablement augmenté ces dernières années et qu'ils semblent s'accompagner d'une professionnalisation dans la monétisation de leur contenu.

Marie-Gabrielle Ménard: On peut donc en déduire que, pour un grand nombre d'entre eux, il s'agit d'un modèle d'affaires.

Tristan Boursier: Oui, je pourrais dire ça. Il n'est pas toujours rentable pour tous ceux qui se lancent dans l'antiféminisme, mais en tout cas, c'est un espoir, je pense, qui est fort chez eux. Ils ont quelques modèles extrêmement marquants et populaires. Je ne les citerai pas ici, je pense qu'ils l'ont déjà été moult fois. Ça inspire donc d'autres influenceurs beaucoup moins connus qui espèrent faire de l'argent aussi sur cette manne.

• (1125)

Marie-Gabrielle Ménard: Merci monsieur Boursier.

Madame de Repentigny-Corbeil, vous en avez fait état et votre voix a trouvé un écho chez Mme Haddish. Parlons prévention.

Ce n'est peut-être pas le cas à ce comité-ci, et ça fait honneur à sa rigueur, mais j'entends répéter à la Chambre depuis mon arrivée en avril dernier que la prévention, si ça marchait, on le saurait. Peut-être que les fonds sont moins bien investis et qu'il y a une meilleure façon de lutter contre les violences, et j'aimerais entendre vos commentaires sur cette vision.

Myène de Repentigny-Corbeil: Oui. Merci de la question.

J'ai envie de répondre spontanément que ça fonctionne. Les actions sont réelles. Toute la prévention faite en ce moment a amené des centaines de jeunes garçons à ne pas tomber dans cette andro-sphère, ou, du moins, à avoir un esprit critique vis-à-vis de ces idéologies. La prévention fonctionne, mais elle a besoin d'être encore amplifiée, parce que les technologies sont tellement rapides. Parfois, les parents ne comprennent même pas le langage promu, ils se demandent d'où ça vient, ce que ça fait.

Il doit y avoir encore plus d'éducation à un très jeune âge. Comme je l'ai dit, les jeunes voient les premiers contenus liés à la sexualité en ligne à 9 ou 10 ans. On doit éduquer en amont, mais aussi à l'âge adulte, parce que cette sensibilisation est permanente, elle est concrète. Les données prouvent que ça fonctionne et qu'il faut en faire encore plus pour s'assurer que ça continue.

Marie-Gabrielle Ménard: Madame Haddish, en matière de prévention et de financement, si vous voulez ajouter votre voix à celle de Mme de Repentigny-Corbeil, comment pouvez-vous éclairer le Comité sur la pertinence pour le gouvernement de financer la prévention?

[Traduction]

Dina Haddish: Absolument. C'est extrêmement pertinent. Je pense que les centres que nous représentons voient au quotidien des indicateurs qui montrent que ces programmes fonctionnent, qu'ils réduisent les croyances néfastes, qu'ils encouragent les survivantes à demander de l'aide et qu'ils incitent les communautés à discuter de la violence.

Le sous-financement chronique et la portée limitée font en sorte que les répercussions sont difficiles à voir à grande échelle. Il est difficile de recueillir des données et d'appliquer les programmes à grande échelle. Il est donc essentiel d'assortir ces activités à du financement régulier et de coordonner et soutenir les efforts de prévention communautaires si nous voulons voir une diminution à long terme de la violence sexuelle et de l'idéologie antiféministe.

La prévention fonctionne, mais ses effets ne sont pas immédiats. Pour changer des attitudes, des normes et des comportements sociaux profondément ancrés, il faut du temps et des efforts soutenus — il faut des années. Si nous voulons une diminution à long terme de la violence sexuelle et de l'idéologie antiféministe, je pense que nous avons besoin d'investissements réguliers à tous les égards.

[Français]

Marie-Gabrielle Ménard: En moins de 30 secondes, madame de Repentigny-Corbeil, est-ce que vous établissez une corrélation entre la montée de l'idéologie antiféministe et la montée de courants transphobes et homophobes, qui mettent à mal et à risque de plus larges populations que les femmes?

Mylène de Repentigny-Corbeil: Oui, tout est lié. Ce sont les mêmes fondements. C'est une critique vis-à-vis des genres et de leur place dans la société qui restreint, qui cantonne les genres dans des rôles prédéfinis. Le sexisme, l'homophobie et la transphobie sont tous intrinsèquement liés.

Marie-Gabrielle Ménard: Merci.

La présidente: Merci.

Madame Larouche, vous avez la parole pour six minutes.

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Merci beaucoup, madame la présidente.

Je remercie les trois témoins, soit Mylène de Repentigny-Corbeil, Dina Haddish et Tristan Boursier, pour leur collaboration à cette étude. J'écoutais leurs remarques préliminaires, et ça m'a rappelé la raison pour laquelle je voulais faire cette étude.

Bien sûr, on entendait parler de cette montée de l'antiféminisme. Il y a deux ans, aux alentours de la Journée internationale des droits des femmes, le Palace de Granby présentait la pièce de théâtre documentaire *Projet Polytechnique*. J'avoue avoir été profondément troublée, ce soir-là, parce que, au-delà de l'histoire de Polytechnique Montréal, c'était la démarche du cousin d'une victime, qui remonte le fil et en vient à se demander pourquoi, aujourd'hui, on a encore besoin de parler des causes de ce mouvement antiféministe. Cette pièce a été présentée — je revérifiais les dates tout à l'heure — d'abord en 2023, au Théâtre du Nouveau Monde, puis en tournée à travers le Québec. Elle est vraiment basée sur les découvertes faites par les deux auteurs, M. Dalphond et Mme Boucher, qui sont allés enquêter sur le Web clandestin, sur l'androsphère et sur ces groupes, ces mouvements masculinistes, ces influenceurs qui recrutent et qui alimentent la bête du mouvement antiféministe.

À la fin de la pièce, qui était imposée à des étudiants du cégep de Granby, un des intervenants de la pièce a demandé qui connaissait Andrew Tate et qui le suivait sur les réseaux sociaux. Il a demandé aux gens de ne pas se gêner, que nous n'étions pas là pour les juger. Ma surprise a vraiment été de voir à quel point la majorité des jeunes hommes du cégep suivaient cet influenceur.

Alors, on pourrait parler de prévention, et j'y reviendrai plus tard.

Madame de Repentigny, vous avez parlé de l'androsphère. Vous aussi, monsieur Boursier, vous avez parlé de la montée de l'extrême droite, de toutes les convergences qui se créent dans ces mouvements. Maintenant, comment fait-on pour intervenir sur ce Web clandestin, sur cette androsphère? Est-ce que, comme gouvernement, on devrait se donner des outils pour être capable de s'assurer qu'on ne peut pas laisser, sur ces espaces, des paroles comme: « C'est juste dommage que Marc Lépine n'en ait pas tué davan-

tage. » En matière criminelle, ces paroles sont quand même graves. Qu'est-ce qu'on fait avec ce qui se dit sur ces réseaux? Comment peut-on intervenir, comme gouvernement?

Excusez-moi, mes remarques étaient longues. Je vous laisse parler, maintenant. Je suis désolée.

● (1130)

La présidente: Monsieur Boursier, la parole est à vous.

Tristan Boursier: Merci de votre question.

J'aimerais souligner qu'il n'est pas nécessaire, malheureusement, d'aller sur le Web caché pour être confronté à ce type de propos. Il y a plusieurs recherches qui montrent par exemple que si vous créez maintenant un nouveau compte TikTok, les chiffres varient, mais il ne vous faudra pas plus d'une journée pour être confrontés à des contenus violents et, plus spécifiquement, masculinistes, si vous avez identifié votre profil comme étant un profil d'homme. C'est extrêmement rapide. Les réseaux sociaux vous suggèrent très vite ce type de contenu, et ils sont très difficiles à contrer avec les dispositifs légaux, parce qu'ils ne se manifestent pas tous sous la forme que vous avez évoquée, c'est-à-dire sous des appels à la violence ou à la haine. Parfois, ils utilisent des tactiques très précises comme l'humour, la victimisation ou l'imbrication, soit le mélange avec d'autres idéologies comme le libertarianisme, l'entrepreneuriat ou des courants philosophiques comme le stoïcisme. C'est un peu ce *melting-pot* qui fait que le masculinisme et, plus largement, l'antiféminisme arrivent aussi à atteindre et à toucher des publics diversifiés chez les jeunes hommes.

Andréanne Larouche: À ce moment, ne faudrait-il pas que quelqu'un soit redevable de ce qui se dit, ne faudrait-il pas rendre les grandes plateformes redevables de contenus haineux qui peuvent se trouver sur les réseaux sociaux? Il y a deux ans, une pétition a circulé à ce sujet, que j'ai appuyée, à la suite du documentaire intitulé *Je vous salue salope*. Il y a des gens qui demandent qu'on intervienne sur les contenus haineux.

Madame de Repentigny-Corbeil, j'aimerais entendre ce que vous avez à dire à ce sujet.

Mylène de Repentigny-Corbeil: Je vous remercie de la question et de ces interrogations.

Je pense qu'il est toujours très difficile de voir qu'on n'avance pas toujours dans le même sens, puis qu'on recule. Je pense qu'il faut continuer de parler de Polytechnique parce que la réalité, c'est qu'il y a encore énormément de violence. Je rajouterais aussi que c'est toujours un continuum. On a tendance à parler du « en ligne » et du « hors ligne », mais tout s'imbrique.

Mme Haddish sera probablement d'accord avec moi: la violence en ligne va se répercuter sur la violence en présentiel. On se parle en ce moment à partir d'un ordinateur. Vous avez vos téléphones. Tout s'imbrique et forme ce continuum. Quand on voit ces violences en ligne ou qu'on a ces propos, ceux-ci se répercutent sur la vie de tous les jours.

Je pense que, oui, il faut mettre une grande part de la responsabilité sur les plateformes. On l'a vu l'année dernière: Meta nous autorise maintenant à dire que les femmes sont des objets et que l'homosexualité est une maladie mentale. Je pense qu'il y a une responsabilité qui relève des plateformes. Ensuite, notre pouvoir d'agir vis-à-vis des plateformes est quand même limité. Je pense qu'il faut, justement, faire de la prévention et de la sensibilisation, parler des informations et parler d'esprit critique pour ces contenus très insidieux. On peut penser à Andrew Tate ainsi qu'au mouvement Pickup Artists, qui donne des exercices pour le physique, et ainsi de suite. Il faut qu'un esprit critique se développe vis-à-vis de ces contenus, d'où la nécessité de faire de la sensibilisation et de la prévention.

La présidente: Merci, madame Larouche.

[Traduction]

Nous passons maintenant à Mme Cody, pour cinq minutes.

Connie Cody (Cambridge, PCC): Merci, madame la présidente.

Je remercie les témoins d'être à notre comité aujourd'hui. Je suis vraiment ravie d'entendre les réponses de tous.

Mes questions s'adressent à M. Boursier.

Pouvez-vous nous dire brièvement, dans vos propres mots, ce qu'est le féminisme à vos yeux et comment vous définissez l'antiféminisme?

• (1135)

[Français]

La présidente: Monsieur Boursier, la parole est à vous.

Tristan Boursier: Merci de cette question.

Il y a plein de courants féministes. Il y a une diversité d'approches. On parle de vagues aussi, en ce qui concerne l'histoire du féminisme. En un mot, c'est simplement l'égalité entre les genres, pas seulement entre hommes et femmes, mais entre tous les genres.

Comme je l'ai dit dans mon introduction, l'antiféminisme, c'est une opposition à cette valeur, à ce combat pour l'égalité. Comme il y a une diversité de courants féministes, il y a aussi une diversité de courants antiféministes. Dans la discussion, on a, par exemple, mis l'attention sur le masculinisme, qui est une sous-catégorie de l'antiféminisme.

[Traduction]

Connie Cody: Je vous remercie.

Convenez-vous que la première responsabilité du gouvernement est d'assurer notre sécurité à tous?

[Français]

Tristan Boursier: Oui, la sécurité est une valeur importante en démocratie.

[Traduction]

Connie Cody: D'accord, c'est très bien.

J'ai ici des statistiques qui montrent que, entre 2015 et 2024, la violence entre partenaires intimes contre les femmes a augmenté de 38,64 %; les crimes haineux contre les femmes, de 725 %; et le nombre total d'agressions sexuelles, de 76 %. Diriez-vous, selon vos définitions et le déclin constant de la sécurité des femmes, que

ce gouvernement a des politiques antiféministes? Ces politiques réussissent-elles à protéger et à défendre les femmes?

[Français]

Tristan Boursier: Je n'ai pas fait l'évaluation des politiques du gouvernement actuel, donc je ne pourrai pas me prononcer en tant que politologue sur l'efficacité de ces politiques. Par contre, ce que je constate, c'est qu'il y a effectivement une augmentation de différents types de violences faites aux femmes, sous forme de crimes et de délits, et qu'il y a aussi une augmentation de l'acceptation des valeurs antiféministes dans la population, plus spécifiquement chez les jeunes garçons.

[Traduction]

Connie Cody: D'accord.

Vous avez beaucoup étudié les préjugés en ligne et ce qui se passe dans cet environnement.

Le Comité a déjà accueilli un témoin qui monnaye un discours visant expressément à semer la division et à créer des conflits. On lui doit cette citation: « C'est un grand honneur pour moi que de pouvoir briser le cerveau d'hommes horribles — et, apparemment, leurs carrières — simplement en existant. »

Diriez-vous que les influenceuses qui utilisent leurs plateformes pour contrarier autrui et créer des conflits fondés sur le sexe font plus de mal que de bien à la cause féministe?

[Français]

Tristan Boursier: Je ne sais pas de qui vous voulez parler et je n'ai pas le contexte de la citation. La question du genre doit être débattue en démocratie de manière non violente et apaisée, et il y a différentes façons de l'aborder. Je ne pourrais pas commenter davantage étant donné que je n'ai pas de contexte plus précis de la citation.

[Traduction]

Connie Cody: D'accord.

Ma prochaine question s'adresse à Dina Haddish.

J'aimerais vous poser la même question. Pourriez-vous me dire brièvement, dans vos propres mots, ce qu'est pour vous le féminisme et comment vous définissez l'antiféminisme?

Dina Haddish: Oui, absolument.

Le mouvement des centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle a été créé par des féministes du milieu communautaire dans les années 1970. Le féminisme est un mouvement et un ensemble d'idées qui prônent l'égalité et la justice entre les sexes et qui s'opposent à la violence, à la discrimination et aux obstacles qui touchent les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre.

L'antiféminisme renvoie aux idées et aux messages dont nous avons discuté aujourd'hui qui contrent ou minent les principes féministes qui sont fondamentalement égalitaires. Souvent, l'antiféminisme rejette l'égalité entre les sexes, remet en question la crédibilité des survivantes ayant subi de la violence et s'en prend aux organisations qui cherchent à soutenir l'équité entre les sexes et la sécurité des survivantes.

En bref, le féminisme contribue à réduire les préjugés et à promouvoir l'égalité, et l'antiféminisme s'y oppose.

Connie Cody: Dans le cadre de vos fonctions, vous êtes témoin des nombreux torts que subissent les femmes, et j'imagine que vous constatez que le nombre d'incidents a augmenté. Avez-vous l'impression que, au cours des 10 dernières années, il y a eu une augmentation importante des préjugés envers les femmes?

Dina Haddish: Tout à fait. Au cours de la dernière décennie, nos centres ont constaté une augmentation notable du harcèlement, de l'intimidation et des obstacles à la dénonciation, ainsi que des changements dans les courants sociaux qui permettent aux victimes de se faire entendre et de dénoncer plus d'incidents. Or, parallèlement, les ressources et le soutien n'ont pas augmenté pour les survivantes. Les préjugés ne sont pas nécessairement comptabilisés dans les statistiques officielles, mais les risques liés à la dénonciation et à l'accès aux mesures d'appui ont considérablement augmenté au cours de la dernière décennie.

• (1140)

La présidente: Très bien.

Nous passons maintenant à Mme Khalid, pour cinq minutes.

Iqra Khalid (Mississauga—Erin Mills, Lib.): Merci beaucoup, madame la présidente.

Je remercie les témoins d'être parmi nous aujourd'hui.

J'aimerais faire une brève remarque. Nous parlons de l'environnement en ligne et des idéologues antiféministes qui dominent cet espace. Or, on vient de vous poser une question sur les répercussions négatives des femmes qui essaient de s'approprier cet espace et de revendiquer leur propre identité en ligne.

Monsieur Boursier, si vous me le permettez, puis-je entendre un commentaire à ce sujet?

[Français]

Tristan Boursier: Je n'ai pas compris la question. Pourriez-vous la préciser, s'il vous plaît?

[Traduction]

Iqra Khalid: Eh bien, nous parlons de l'environnement en ligne. Ce que les témoins nous ont dit aujourd'hui, c'est qu'il est dominé par des internautes qui retirent de l'argent de l'idéologie antiféministe.

Lorsqu'il est question des femmes qui s'approprient également l'espace en ligne — pour explorer leur identité, je suppose, et pour en être fières —, nous avons tendance à dire: « Non, vous devriez être un peu plus douce; vous ne devriez pas attirer l'attention sur vous-même; et vous devriez continuer à jouer à la victime, à rester chez vous et à ne pas occuper cet environnement. »

Pensez-vous que ce discours fait avancer la discussion?

[Français]

Tristan Boursier: Oui, tout à fait. Quand on regarde à qui s'opposent les antiféministes, c'est-à-dire les militants et les militantes féministes en ligne, ce sont les femmes féministes qui sont les premières attaquées par ces discours.

Cependant, ce ne sont pas seulement des discours. On l'a déjà dit et je le redis, des formes de violence peuvent se manifester de manière très concrète, par exemple par la divulgation malveillante en ligne d'informations personnelles sur des vidéastes féministes pour inciter des personnes à aller chez elles pour les menacer, ou la révélation des noms des membres de leur famille pour les harceler.

Évidemment, le harcèlement peut être extrêmement intense et continu et durer très longtemps. D'ailleurs, le documentaire qui a déjà été mentionné ici, *Je vous salue salope*, montre très bien comment ces discours sont extrêmement virulents et attaquent en premier lieu les féministes et les femmes en ligne.

[Traduction]

Iqra Khalid: Je vous remercie. Je vous suis vraiment reconnaissante de cette analyse.

Vous avez dit que les féministes sont ciblées et que leurs renseignements personnels sont divulgués contre leur gré. Leur vie est menacée, et leurs droits garantis par la Charte sont violés.

Parlons des conséquences pour les contrevenants. Je sais qu'une grande partie de la conversation dans le cadre de cette étude porte sur la prévention — qui est très importante, à mon avis — et sur l'éducation — qui est également très importante —, mais il s'agit d'une transition générationnelle. Comme vous l'avez dit, monsieur Boursier, la violence faite aux femmes perdure depuis des siècles et des milliers d'années. Où en sommes-nous avec la reddition de comptes?

Notre gouvernement a présenté le projet de loi C-16 pour régler certains des problèmes que vous avez mentionnés, à savoir que les féministes et les femmes sont ciblées en ligne, dans des espaces physiques et dans des milieux de travail. Selon vous, que pouvons-nous faire de plus pour tenir responsables les personnes qui se servent de l'idéologie antiféministe pour empocher de l'argent, pour inciter à la haine et pour perpétuer la violence que subissent les femmes, parfois à des fins politiques?

[Français]

Tristan Boursier: Merci de la question.

Je n'ai pas étudié ce projet de loi en détail, donc je ne pourrai pas en faire une évaluation. Ce que je peux dire, c'est que le Canada n'est pas le seul pays qui est extrêmement inquiet de ce phénomène. Celui-ci est présent dans d'autres pays d'Europe de l'Ouest, ainsi que chez nos voisins du Sud, aux États-Unis.

Dans l'Union européenne, par exemple, on a adopté le règlement sur les services numériques. Il n'est pas appliqué à 100 %, mais il a des vertus intéressantes. Ça pourrait être un document intéressant à regarder, notamment puisqu'il oblige les plateformes à être plus transparentes sur leur modèle d'affaires et sur les raisons pour lesquelles vous vous faites recommander, en ligne, des contenus parfois haineux, parfois antiféministes, parfois racistes.

Alors, rendre les plateformes plus responsables par l'entremise de dispositifs juridiques, c'est une voie à laquelle il faut absolument réfléchir, évidemment.

[Traduction]

Iqra Khalid: Merci.

Madame de Repentigny-Corbeil, avez-vous également quelque chose à dire à ce sujet?

• (1145)

[Français]

Mylène de Repentigny-Corbeil: Oui, merci.

Ce ne sont pas seulement les féministes, mais toutes les femmes qui prennent la parole, quelle que soit leur allégeance politique, qui sont restreintes. Il ne faut pas participer à cette culture de culpabilisation de victime. Il ne faut pas dire à une victime qu'elle n'aurait pas dû être en ligne ou qu'elle n'aurait pas dû partager une certaine photo d'elle. Il faut plutôt aller à la source, c'est-à-dire les personnes qui perpétuent ces actes.

[Traduction]

Iqra Khalid: Merci.

[Français]

La présidente: Merci.

Madame Larouche, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

Andréanne Larouche: Merci beaucoup, madame la présidente.

J'ai nommé les responsables de la pièce de théâtre. Maintenant, je vais nommer Guylaine Maroist et Léa Clermont-Dion, du documentaire dont nous parlons, *Je vous salue salope*. J'invite celles et ceux qui ne l'auraient pas vu à le regarder.

Monsieur Boursier, vous avez parlé, entre autres, de la responsabilisation des plateformes. Mme Marie-Eve Carignan, professeure titulaire et directrice de la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents, croit un peu la même chose. Elle est venue témoigner ici, au Comité, tout comme David Morin, cotitulaire de cette chaire de recherche à l'Université de Sherbrooke. Ce dernier déplore le manque de statistiques et de recherches pour être capable de bien documenter cette montée de la radicalisation et de la haine en ligne.

Selon vous en tant que politologue, pourquoi est-il important d'avoir plus de données? Qu'est-ce que ça peut changer?

Mme de Repentigny-Corbeil ou même Mme Haddish peuvent aussi répondre.

Tristan Boursier: Je me permets de répondre en premier.

Effectivement, j'abonde dans ce sens. On manque de ressources sur cette question et on manque de données à l'échelle du Canada. Il y a des enquêtes, dont certaines sont plutôt localisées, mais, avec les données présentes, on a assez d'information pour savoir qu'il faut continuer à creuser cette question, parce que c'est une situation inquiétante qui semble ne pas concerner seulement le Canada. Si on se compare à d'autres pays où le phénomène est un peu mieux documenté, comme les États-Unis, ou à des pays où il est un peu plus avancé dans son institutionnalisation, comme la France, on voit que c'est extrêmement inquiétant et préoccupant.

Il faut donc se doter de plus de moyens pour prévoir, dans un second temps, plus de ressources et de pistes pour la prévention et pour la réglementation des plateformes.

Andréanne Larouche: Madame de Repentigny-Corbeil, vous qui êtes sur le terrain, ou vous, madame Haddish, qui travaillez dans des centres, qu'en pensez-vous?

Mylène de Repentigny-Corbeil: Une des méthodes qui s'avère nécessaire, c'est de faire en sorte que, pour chaque contenu masculiniste, il y ait un contenu éducatif dont on fait la promotion pour sensibiliser les gens en ligne. Il est important d'impliquer les plateformes aussi, parce qu'elles ont un large éventail d'utilisateurs et elles peuvent toucher beaucoup de gens.

En attendant d'avoir des données, nous avons mis en place un projet sur le terrain qui s'appelle Cyberhéros. Il porte sur le masculinisme et la montée de cette idéologie. Le problème est qu'une fois sur deux, le contenu que nous essayons de promouvoir en ligne est signalé aux plateformes, puis retiré par celles-ci. On nous empêche de le publier. Ces contenus sont censurés parce qu'ils sont trop politiques, parce qu'on parle d'extrême droite et de la montée du masculinisme.

La présidente: Merci. Le temps de parole de Mme Larouche est écoulé.

Maintenant, nous passons à Mme Vien pour cinq minutes.

Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Merci beaucoup.

Bonjour à tous. Je poserai rapidement mes questions, parce que j'ai un petit peu moins de temps dans ce tour.

Monsieur Boursier, je vous remercie d'être avec nous aujourd'hui. Vous parlez beaucoup des plateformes numériques. À votre connaissance, seriez-vous en mesure d'identifier d'autres forums où l'antiféminisme est présent et en évolution? Je pense par exemple à des mouvements religieux. Je n'en nomme pas un en particulier. Même dans le cas de ma religion, le catholicisme, on pourrait cibler certains travers, comme le fait que les femmes n'ont pas le droit d'être ordonnées à la prêtrise. Je pense aux mouvements religieux, à la publicité ou aux émissions de fiction, par exemple. Avez-vous regardé l'ensemble de l'œuvre pour déterminer si, outre les plateformes numériques, il y a aussi d'autres secteurs de la vie publique où on voit ce phénomène?

Tristan Boursier: Je n'ai pas mesuré la montée de l'antiféminisme à l'échelle de la société. Ce serait un projet ambitieux qui demanderait toute une vie en matière de recherche, je pense.

Cependant, ça me donne l'occasion de dire que l'antiféminisme en ligne ne vient pas de nulle part. Nous sommes dans une société sexiste et patriarcale sur laquelle ces antiféministes peuvent s'appuyer pour légitimer leur pensée comme étant désirable et « la vérité » pour eux. C'est quelque chose qui existe.

Pour ce qui est de la religion, je ne suis pas spécialiste. Sur mon terrain, c'est plutôt des convergences avec la religion catholique, mais ce n'est probablement pas la seule. David Morin, je pense, aurait plus de choses à dire que moi sur ce sujet.

● (1150)

Dominique Vien: Je comprends que ce n'est pas exclusif aux plateformes, mais ce que vous dites ce matin, c'est que c'est souvent là que ça se passe au moment où on se parle.

Qu'avez-vous à nous dire sur ces femmes qui adhèrent à ce genre de modèle? J'ai tiqué sur ce que vous avez dit dans votre présentation quant au modèle d'affaires. Il y a quand même des femmes qui suivent ces hommes. On a vu dernièrement, avant les fêtes, une espèce de grand événement qui a eu lieu au Texas, où les femmes ont convergé, adhérant à certains préceptes et valeurs véhiculées par des hommes qui adhèrent à l'antiféminisme. Qu'avez-vous à nous dire là-dessus?

Tristan Boursier: Oui, il y a même des influenceuses antiféministes. Elles sont minoritaires dans le terrain que j'étudie; néanmoins, certaines d'entre elles sont très visibles. Justement, le fait d'être une femme donne du crédit à leurs propos pour se dédouaner des propos sexistes ou antiféministes, puisqu'elles utilisent leur état de femme pour dire qu'il est impossible en tant que femme de tenir des propos antiféministes. C'est quelque chose qui est étudié dans la littérature sur le sujet. Par exemple, la chercheuse Magali Della Sudda a étudié ce qu'elle appelle « les femmes de droite » et comment des femmes peuvent tenir des propos contre l'égalité des genres, tout en se revendiquant femmes. Il y a des tensions internes dans leur prise de position et dans les combats qu'elles mènent. C'est un sujet à part entière dans la littérature, mais ces femmes sont quand même minoritaires, en tout cas, dans ce que j'observe.

Dominique Vien: Il ne faut pas non plus jeter le bébé avec l'eau du bain. Il ne faut pas mélanger les femmes qui prennent, en couple, la décision de rester à la maison pour élever leurs enfants. C'est un droit qui demeure légitime.

Vous avez dit que le masculinisme est né parce qu'il soutient que les femmes féministes sont allées trop loin. Jusqu'où sont-elles allées pour que ces hommes qui dénigrent les femmes et qui n'adhèrent pas à l'égalité des sexes considèrent que c'est trop loin? Jusqu'où serait-on allées trop loin?

Tristan Boursier: Ce serait leur donner la parole, ici, mais ils ont une vision du monde qui est assez déconnectée des données objectives. Pour eux, les hommes sont désavantagés dans tous les aspects de notre société, que ce soit dans l'économie, dans la politique ou dans les décisions de justice. Donc, ils se conçoivent comme des victimes de la société. En somme, ce serait sur tous les points qu'ils considèrent que le féminisme est allé trop loin.

J'aimerais aussi rappeler que c'est un discours qui est différent d'une critique du féminisme qui pourrait venir de personnes féministes, dans la mesure où ils ne proposent pas de solution de rechange. Ils ne tiennent pas de propos, par ailleurs, qui seraient une solution de rechange égalitaire au féminisme qu'ils critiquent. On voit que c'est une opposition globale au féminisme en général.

Dominique Vien: Je terminerai en disant que, quand j'étais au collège, au cégep, le père de mon petit ami de l'époque, quand il a appris que je jouais au soccer, m'a dit que c'était un sport de gars. Aujourd'hui, il y a des équipes de filles dans le hockey et dans tous les autres sports. Bravo, tout n'est pas perdu.

[Traduction]

La présidente: Je vous remercie.

Pour les cinq dernières minutes, nous allons écouter M. Chen.

Shaun Chen (Scarborough-Nord, Lib.): Merci, madame la présidente.

Je vais commencer par Mme Haddish.

Pour les survivantes de violence sexuelle qui s'identifient également comme étant bispirituelles, LGBTQ+, noires, autochtones ou racisées, les services et les mesures de soutien en cas de crise sont-ils suffisants?

Dina Haddish: Merci de la question.

Les services d'aide en situation de crise sont essentiels, mais ils ne sont pas suffisants à l'heure actuelle pour faire tomber toutes les barrières aggravées par le racisme systémique, la discrimination et les services non respectueux des différentes cultures, qui com-

pliquent les démarches de signalement et l'accès à du soutien. Les services existent, mais il faudrait encore les améliorer pour que leur prestation se fasse de façon sûre dans le respect des cultures et des traumatismes.

Les centres offrent d'excellents services de soutien, mais les inégalités structurelles font en sorte que certaines personnes survivantes se heurtent à des obstacles supplémentaires qui les empêchent d'accéder pleinement à ces services. Ce domaine nécessite à n'en pas douter davantage d'investissements.

• (1155)

Shaun Chen: Certaines expériences vécues devraient, me semble-t-il, être racontées pour que les barrières supplémentaires auxquelles font face les femmes de couleur soient mieux comprises. Pourquoi selon vous n'entend-on pas parler de ces récits?

Dina Haddish: À propos des taux de violences sexuelles, les barrières qui empêchent leur signalement sont considérables. Lorsque les personnes survivantes se heurtent à répétition à ces obstacles sans nécessairement obtenir de soutien, cela renforce l'idée que leur sécurité et leur récit ne sont pas prioritaires.

La conduite d'actions structurelles et efficaces en ce sens demanderait de la part des gouvernements des investissements afin d'accroître l'accès à des services sensibles et adaptés aux différentes cultures pour les personnes racisées, mais aussi pour les personnes survivantes trans, bispirituelles et de diverses identités de genre, afin également que ces services ne soient pas calqués sur d'autres, mais adaptés à des contextes précis, aux formes de marginalisation et aux barrières structurelles auxquelles se heurtent les personnes concernées.

Shaun Chen: Merci.

Que peut faire le gouvernement fédéral pour mieux soutenir les personnes survivantes qui vivent l'intersectionnalité et pour que les organismes répondent aux divers besoins avec des moyens adaptés aux différentes cultures?

Dina Haddish: La chose la plus importante que les gouvernements peuvent faire est de soutenir ces efforts en octroyant aux organismes du financement pour les programmes spécialisés. Les centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle sont déficitaires d'une année à l'autre. Les listes d'attente sont longues. Il faut financer des organismes pour la prestation de services, certes, mais il est primordial d'étendre ce soutien aux services adaptés aux différentes cultures, y compris en donnant de la formation au personnel sur l'équité et la sécurité culturelle.

Shaun Chen: Le gouvernement fédéral est-il en mesure de faire ce travail et de résoudre ce problème tout seul? Selon vous, quelles autres parties prenantes devraient contribuer à la résolution des difficultés en question?

Dina Haddish: Merci de la question. La prévention de la violence et la lutte contre la violence sont de notre ressort à tous. Cette responsabilité dépasse le gouvernement fédéral. Les gouvernements provinciaux et locaux, de même que les communautés, ont aussi un rôle à jouer. Une partie de cette responsabilité relève des gouvernements de tous les niveaux, qui doivent s'assurer que les services ne sont pas seulement [difficultés techniques] les cas de violence fondée sur le sexe et de violence sexuelle à mesure qu'ils surviennent.

Shaun Chen: Merci.

Au cours des 10 dernières années, les gouvernements provinciaux et d'autres ordres de gouvernement ont adopté des lois qui excluent les jeunes trans et les jeunes de diverses identités de genre et qui leur sont préjudiciables. Quelle est l'incidence des politiques comme celles-là sur l'atteinte de l'objectif consistant à mettre en place une société plus équitable envers les femmes?

Dina Haddish: Les politiques non inclusives envers les personnes survivantes et les jeunes trans et de diverses identités de genre créent des barrières, empêchent l'accès aux services et renforcent la stigmatisation, ce qui nuit à l'atteinte des objectifs liés au soutien des personnes survivantes et à la prévention des violences sexuelles dans leur ensemble.

En mettant en place des politiques équitables qui assurent que les organismes offrant des services, des initiatives de sensibilisation et du soutien repèrent et prennent en charge les cas de violence commise contre des personnes d'identités de genre variées, ces organismes peuvent instaurer des espaces sécuritaires permettant aux jeunes de signaler les cas, d'obtenir de l'aide et de participer pleinement aux initiatives de prévention.

La présidente: C'est tout le temps que nous avons pour le premier groupe de témoins.

Je remercie les témoins de leur contribution à nos délibérations d'aujourd'hui. C'était très intéressant.

Nous allons suspendre la séance quelques instants pour que s'installe le prochain groupe de témoins. Nous serons de retour très bientôt.

• (1155)

(Pause)

• (1200)

La présidente: Nous reprenons nos travaux.

Avant d'accueillir le deuxième groupe de témoins, je voudrais faire quelques rappels. Les témoins dans la salle peuvent utiliser les oreillettes et sélectionner soit l'anglais, le français, ou s'ils veulent entendre les deux langues, le parquet. Sur Zoom, les mêmes options se trouvent au bas de l'écran. Je vous demanderais d'attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Si vous voulez prendre la parole, levez la main, ou utilisez la fonction « Lever la main » si vous êtes en ligne. Tous les commentaires doivent être adressés à la présidence.

Je vais à présent accueillir les témoins.

[Français]

Nous recevons Francis Dupuis-Déri, professeur titulaire et membre responsable du chantier de recherche sur l'antiféminisme du Réseau québécois en études féministes, à l'Université du Québec à Montréal.

[Traduction]

Nous avons M. Kyle Ganson, professeur adjoint à la Faculté de travail social Factor-Inwentash à l'Université de Toronto.

[Français]

Nous recevons Pascal Vaillancourt, directeur général de l'organisme Interligne.

Je vous souhaite tous la bienvenue.

Monsieur Dupuis-Déri, nous commençons par vous, et vous avez la parole pour cinq minutes.

Francis Dupuis-Déri (professeur titulaire, Chantier sur l'antiféminisme, Réseau québécois en études féministes, Université du Québec à Montréal, à titre personnel): Je vous remercie beaucoup de me recevoir. Ça me fait vraiment plaisir d'être parmi vous. Ça me fait plaisir que la Chambre des communes se penche sur cette question de l'antiféminisme.

Avec d'autres, je mène des recherches sur l'antiféminisme depuis maintenant plus d'une vingtaine d'années. J'ai eu des subventions de recherche. J'ai mené des recherches en partenariat avec des groupes de femmes au Québec. J'ai publié, seul ou collectivement, de nombreux livres sur l'antiféminisme. Certains ont été publiés dans plusieurs langues. Mes travaux sont cités régulièrement.

Je termine présentement une recherche qui pourrait vous intéresser sur les élèves sexistes, homophobes et transphobes dans les écoles primaires et secondaires publiques du Québec, et ce, en partenariat avec la Fédération autonome de l'enseignement, un syndicat d'enseignants et d'enseignantes au primaire et au secondaire. Nous avons rencontré une cinquantaine d'enseignants et d'enseignantes. Au cours de ma carrière, j'ai réalisé probablement au moins 150 entrevues individuelles ou de groupe avec des féministes sur la question de l'antiféminisme et fait distribuer 200 questionnaires sur le sujet.

Je partage donc ma définition de l'antiféminisme avec vous. Vous l'avez entendue aussi de la part d'autres spécialistes.

L'antiféminisme, c'est un mouvement vaste qui a des courants. Comme dans tous les mouvements sociaux, toutes les forces politiques, il y a différents courants, différentes tendances, différentes priorités chez les antiféministes. Il y a évidemment un antiféminisme religieux. Il y a aussi des antiféministes nationalistes. Pour ma part, je m'intéresse principalement à l'antiféministe qu'on appelle le masculinisme. C'est ce discours selon lequel les hommes sont en crise à cause des femmes, des féministes et de la féminisation de la société. Il repose souvent sur un discours qui renvoie à des thèses pseudoscientifiques, au gros bon sens, à l'âge des cavernes, aux chasseurs de mammoths, à des comparaisons des êtres humains avec des animaux — souvent les primates — ou aux hormones. Toutefois, ces références pseudoscientifiques sont généralement fausses, fallacieuses et mal comprises.

Ce sont en grande majorité des hommes qui sont masculinistes, mais il y a aussi des femmes, comme on l'a mentionné dans le groupe précédent.

Dans mon livre *La crise de la masculinité; autopsie d'un mythe tenace*, où je fais une étude sur ce type de discours, j'ai constaté, en me basant sur des travaux d'historiens et d'historiennes, qu'en Occident, en Europe et en Amérique du Nord, ça fait au moins plus de 500 ans qu'on entend que les hommes sont en crise à cause des femmes. En fait, aujourd'hui, c'est dans tous les pays — que ce soit en Haïti ou aux États-Unis —, qu'ils soient les plus pauvres ou les plus puissants du monde, que les hommes peuvent se dire en crise de la masculinité, quel que soit le régime politique, quel que soit le code de loi, comme on l'a entendu dans les derniers siècles.

Je continue rapidement parce que je sais que le temps m'est compté.

D'après ma compréhension ou la thèse que j'ai établie à partir de critères, de variables et d'indicateurs socioéconomiques, sociopolitiques et socioculturels, les hommes ne sont pas en crise aujourd'hui à cause des femmes et des féministes au Québec et au Canada. Toutefois, même avec un discours de crise qui est faux, on peut quand même produire des effets politiques, sociaux et culturels.

Donc, un discours de crise, ça crée différentes choses dans l'espace public. Premièrement, ça cible un problème. Pendant la pandémie de la COVID-19, la cause du problème, c'était évidemment le virus. Dans ce cas-ci, le problème, c'est les femmes et les féministes. Les femmes et les féministes sont donc désignées comme étant un problème pour la société, un problème pour la famille et un problème pour les hommes. Avec un discours de crise qui s'inscrit dans l'espace public, on désigne des victimes. Dans ce cas-ci, ce sont les hommes, principalement les hommes hétérosexuels, mais aussi les garçons. Dans un discours de crise qu'on porte dans l'espace public, on appelle nécessairement à l'aide. On appelle à une mobilisation de ressources pour aider les victimes. Dans ce cas-ci, ce sont les hommes qui demandent des ressources et qui disent que les femmes ont eu trop de ressources.

Ça donne parfois même des erreurs d'interprétation, même du point de vue des femmes. J'ai remarqué, par exemple, que le ministère fédéral des Femmes et de l'Égalité des genres a souligné l'année dernière la Journée internationale des hommes, le 19 novembre. D'une certaine manière, il tombe dans le piège des masculinistes, qui jubilaient et qui revendiquent cette journée internationale, qui n'a aucune valeur officielle ni institutionnelle. Toutefois, le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres a décidé de tomber dans le piège.

Je vais terminer en disant qu'il y a des cas extrêmes d'expression de cette crise. Au Canada, malheureusement, l'Ontario a été la cible de trois attentats antiféministes en 2018, 2020 et 2023. À Toronto, c'est arrivé deux fois, avec une fourgonnette et un couteau. Puis, en juin 2023, dans un cours de philosophie du genre de l'Université de Waterloo, la professeure a été attaquée au couteau, et deux de ses étudiants et étudiantes ont été blessés. C'étaient, dans les trois cas, des attaques ouvertement antiféministes.

• (1205)

[Traduction]

La présidente: Merci beaucoup.

Je cède la parole à M. Ganson.

Vous avez cinq minutes.

Kyle Ganson (professeur adjoint, Factor-Inwentash Faculty of Social Work, University of Toronto, à titre personnel): Madame la présidente, mesdames et messieurs, merci beaucoup de m'avoir invité à témoigner.

Le problème fondamental que je tiens absolument à souligner est la manière dont les normes problématiques associées à la masculinité transforment le corps des hommes en projet social, en un signe ostensible de pouvoir, de domination et de contrôle. Dans ce contexte, 25 % des garçons et des hommes adoptent des comportements visant à renforcer leurs muscles; un garçon sur cinq fait des exercices de musculation tous les jours de la semaine, et 6 % des hommes consommeront au cours de leur vie des stéroïdes androgènes anabolisants.

Ceux qui s'adonnent à ces activités ne le font pas simplement pour se mettre en forme ou pour des raisons esthétiques. Ils

adhèrent à un idéal de virilité à forte signification sociale et politique. Les plateformes en ligne exacerbent cette dynamique. Les garçons et les hommes sont prisonniers de boucles de rétroaction sans fin qui leur martèlent que leur valeur, leur statut et même leur sécurité sont fondés sur leur apparence corporelle et sur leur performance physique. Ces boucles sont saturées d'influenceurs et de communautés actives dans les médias sociaux qui présentent le corps masculin comme un symbole de transformation, de fonctionnalité et de pouvoir social.

Les médias sociaux regorgent de méthodes pour sculpter et maintenir un corps musclé, mince et fort ainsi qu'un visage aux traits ciselés et attirants. Les tendances actuelles telles que le *looks-maxxing* — la transformation du visage en fonction de normes esthétiques précises — et les idéologies largement diffusées dans l'androsphère selon lesquelles les garçons et les hommes doivent maximiser leur attractivité pour être concurrentiels dans un monde où le pouvoir serait détenu par les filles et les femmes sont associées à l'obsession pour l'apparence, qui établit une corrélation entre l'apparence physique et l'estime de soi. Elles sont aussi associées aux comparaisons qui poussent certains à transformer leur corps en champ de bataille et qui se fondent sur une logique voulant que ceux qui échouent soient inadéquats, et que seuls ceux qui réussissent soient aptes à se réappropriier le pouvoir.

Les conséquences sur la santé mentale et sociale sont considérables. Pour bon nombre de garçons et d'hommes, la poursuite de ces idéaux s'accompagne d'anxiété, de programmes exécutés de manière compulsive et d'une profonde insécurité, au lieu de se solder par du bien-être. Ces comportements ont souvent comme corollaires les combats physiques, le port d'armes, les infractions criminelles, la violence entre partenaires intimes et la polyconsommation.

Les troubles alimentaires et la dysmorphie musculaire connaissent également une hausse au sein de cette population. De nombreux garçons et de nombreux hommes sont aspirés par des espaces virtuels faisant la promotion d'idéologies misogynes et extrêmes qui entraînent leur adhésion à des croyances antiféministes.

Trois facteurs favorisent le maintien de ces comportements et de ces idées.

Le premier est le sentiment d'appartenance. Ces communautés procurent un sentiment d'identité et de fraternité en encourageant le soutien mutuel et la collaboration en vue d'atteindre des objectifs communs que bon nombre de garçons et d'hommes peinent à atteindre ailleurs.

Le deuxième est le statut. Le corps devient un marqueur visible de la valeur. La musculature et une belle apparence physique sont des signes de pouvoir au sein de hiérarchies en ligne et dans le monde réel.

Le troisième est le contrôle. Dans un monde où les garçons et les hommes se sentent de plus en plus impuissants, le corps et le symbolisme qui s'y rattache constituent un moyen de reprendre le contrôle, souvent au détriment des autres.

Que devrait-on faire? Les solutions doivent être ciblées, multidimensionnelles et interdisciplinaires, et elles doivent être conçues pour rallier les garçons et les hommes, et non pas les écarter.

J'ai formulé cinq recommandations fondées sur cette analyse.

Tout d'abord, il faut reformuler la définition de la masculinité en employant un vocabulaire positif et inclusif qui n'a pas pour finalité d'isoler. Par exemple, l'emploi de termes comme « masculinité toxique » peut aliéner les garçons et les hommes, renforcer les récriminations et alimenter les réactions négatives. Il faut souligner les aspects positifs et inclusifs de la masculinité pour encourager davantage de garçons et d'hommes à contribuer au changement.

Ensuite, il faut mettre sur pied et financer des communautés masculines constructives et instaurer des initiatives de mentorat, d'accompagnement et de soutien par les pairs pour réduire l'isolement et renforcer les environnements sains, propices à la collaboration, au soutien et au sens des responsabilités entre les garçons et les hommes et exempts du discours axé sur la domination.

Il faut aussi éliminer la stigmatisation et fournir des ressources en santé mentale aux garçons et aux hommes. Il faut diffuser les messages qui normalisent les appels à l'aide pour les hommes aux prises avec des problèmes souvent associés aux femmes tels que l'anxiété, la dépression et la perception négative de son corps. Il faut aider les garçons et les hommes à acquérir le vocabulaire qui leur permettra de constater, de comprendre et d'exprimer clairement leurs pensées et leurs émotions, et mettre en place un espace pour les écouter.

Une autre chose importante est de promouvoir la santé et la littératie sur les médias et d'apprendre à jeter un regard critique sur la masculinité. Il faut aider les garçons et les hommes à détecter les communautés en ligne nuisibles et les comportements néfastes pour la santé, de même qu'encourager la réflexion sur les idéaux corporels associés à la masculinité. La littératie permet de se prémunir contre les boucles de rétroaction fondées sur les algorithmes qui relient l'estime de soi à la domination et à l'apparence.

Enfin, il faut s'attaquer à la source du problème et améliorer la réglementation des plateformes en ligne qui favorisent la propagation de contenus qui ont des effets délétères sur les garçons et les hommes. L'élimination des vortex algorithmiques et des boucles de rétroaction qui poussent les hommes à visionner des contenus préjudiciables aura certainement des effets bénéfiques sur eux, peu importe lesquels.

Pour conclure, c'est en comprenant comment le corps masculin est utilisé pour imposer et perpétuer des normes masculines problématiques et comment les plateformes en ligne exacerbent cette dynamique que nous pourrions favoriser la diffusion d'expressions plus saines et plus équitables de la masculinité de façon à maintenir l'engagement des garçons et des hommes, à réduire les préjudices et à améliorer la santé mentale et sociale des garçons, des hommes et de leur entourage.

Merci.

• (1210)

La présidente: Merci.

Nous passons à M. Vaillancourt.

[Français]

Vous avez la parole pour cinq minutes.

Pascal Vaillancourt (directeur général, Interligne): Merci, madame la présidente, de cette invitation.

Tout d'abord, je souhaite vous remercier de m'accueillir.

Je m'appelle Pascal Vaillancourt et, depuis 2015, je dirige Interligne, connue anciennement sous le nom de Gai Écoute, une ressource communautaire par et pour les communautés LGBTQ+.

Depuis 45 ans, notre service phare est une ligne d'aide, d'écoute et de renseignements disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, partout au Canada, en anglais et en français. Chaque année, près de 20 000 personnes ont recours à notre service, par clavardage, par téléphone ou par messagerie texte.

Bien que la majorité des recours et de nos services proviennent du Québec, depuis 2022, nous travaillons activement à mieux faire connaître Interligne à l'échelle canadienne et, en particulier, dans les communautés francophones en situation minoritaire. Notre équipe est formée et accréditée en prévention et en intervention auprès des personnes vivant avec des idéations suicidaires, ce qui est indispensable dans le contexte actuel de détresse accrue.

À notre service d'aide, d'écoute et de renseignements, à Interligne, nous recevons les histoires, la souffrance et la détresse des personnes LGBTQ+ et de leurs proches. Depuis la pandémie, mais particulièrement depuis 2 ou 3 ans, nous observons une intensification nette de cette détresse. Il y a davantage d'appels impliquant des idéations suicidaires et une hausse des demandes d'aide liées à la détresse psychologique. Ces constats sont cohérents avec le modèle du stress minoritaire, qui montre que l'exposition répétée à la stigmatisation et au discours hostile détériore la santé mentale, provoque de l'anxiété, de la dépression et des idées suicidaires.

Les statistiques internes de notre ligne d'aide confirment des augmentations importantes pour les motifs suivants: discrimination et racisme, plus de 308 % d'augmentation; victimes de violence, 110 % d'augmentation; inquiétudes face au climat social et au contexte politique, plus de 119 % d'augmentation; dysphorie de genre, 529 % d'augmentation; et besoins en psychothérapie ou en relations d'aide, plus de 293 % d'augmentation, au cours de la dernière année. Nous ne prétendons pas à une causalité unique, mais ces hausses sont concordantes avec la diffusion de discours hostiles que nous documentons dans nos services et dans nos interventions.

Pour consolider nos perceptions, Interligne a mandaté en 2024 la firme de sondage Léger pour créer un sondage pancanadien sur la santé mentale des communautés LGBTQ+. Une proportion de 86 % des personnes répondantes LGBTQ+ déclare au moins un défi de santé mentale dans la dernière année comparativement à 64 % pour les personnes hors communauté. Une proportion de 70 % craint un recul des droits, et 68 % des personnes rapportent au moins une situation de discrimination ou d'insécurité au cours des 12 derniers mois. Ces résultats recoupent ce que nous observons quotidiennement à notre service d'aide, d'écoute et de renseignement.

Comment l'idéologie antiféministe alimente-t-elle l'homophobie et la transphobie?

Nous constatons sur le terrain que l'idéologie antiféministe et les discours anti-LGBTQ+ sont de plus en plus imbriqués. Sous le couvert de la protection des femmes ou des enfants, des récits de panique morale et des essentialismes biologiques sont utilisés pour exclure les femmes trans et normaliser l'hostilité envers les communautés LGBTQ+. Ces dynamiques, bien documentées par la recherche, contribuent à la polarisation sociale, à la banalisation de la haine et à une hausse importante des violences, avec des effets néfastes tant pour les communautés LGBTQ+ que pour les femmes qu'on prétend défendre.

Parlons des femmes trans, notamment des violences et de la discrimination ciblées.

À notre ligne d'écoute et à notre clinique juridique, une part substantielle des situations rapportées concernent des violences transphobes visant particulièrement les femmes trans, comme la discrimination en milieu de travail, le refus ou la perte de logement, le harcèlement et les menaces explicites. Ces réalités recoupent les travaux universitaires menés au Québec et au Canada sur la vulnérabilité accrue lorsque des discours publics délégitiment l'identité et les droits, notamment les travaux portés par la Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres de l'UQAM.

Parlons de la montée des violences généralisées.

Ce que nos équipes voient jour après jour, c'est une montée nette des violences. Les appels et les signalements décrivent des agressions plus fréquentes et plus assumées, des menaces et du harcèlement qui se déplacent de la rue aux écrans, et inversement. Les applications de rencontre, qui devraient être des espaces de socialisation, sont devenues pour plusieurs un lieu d'exposition à la haine: insultes homophobes ou transphobes, pièges organisés pour attirer des hommes gais ou des personnes trans vers des situations d'intimidation ou d'agression et des recours grandissants à la gestion de protection communautaire. On parle donc du partage de captures d'écran dans des groupes de personnes trans, des alertes entre pairs, et ainsi de suite. Cela a pour résultats la peur, le repli, le stress chronique des conséquences mesurables que nous entendons et accompagnons dans notre ligne tous les jours.

Parlons de notre présence dans les écoles.

Dans les établissements scolaires, le malaise face aux préoccupations LGBTQ+ augmente et les discours haineux se banalisent. Lors de nos interventions en classe, nous entendons de plus en plus de commentaires violents à l'égard des communautés. Les garçons sont nettement plus nombreux à les émettre, selon ce que nous observons et ce que rapportent des organismes communautaires intervenant dans ces milieux.

● (1215)

Encore une fois, on voit aussi l'instrumentalisation de rhétoriques se disant féministes pour ouvrir la porte à des propos transphobes. On veut protéger les femmes en excluant les femmes trans. C'est une forme de sexisme bienveillant décrite par la psychologie sociale.

Ce contexte rend la prévention plus difficile, fragilise les espaces éducatifs sécuritaires et exacerbe la détresse des jeunes LGBTQ+ et de nos personnes formatrices, qui essuient désormais des commentaires parfois intimidants en classe.

En conclusion, ce que nous observons à Interligne au service d'écoute, à la clinique juridique, dans les écoles et dans nos autres programmes nous confirme les raisons de la grande détresse des personnes LGBTQ+, qui ont été observées également dans notre sondage Léger de 2024. La montée d'une droite plus radicale et idéologique et des idéologies antiféministes ne reste pas théorique. Elle s'imbrique aux mouvements anti-genre, elle alimente l'homophobie et la transphobie, banalise les violences et aggrave la détresse psychologique, en particulier chez les femmes trans, les personnes non binaires et les jeunes. Dans ce contexte, il faut se tenir ensemble. Nous croyons donc à l'importance d'un engagement politique fort dans le maintien de ressources d'aide pour les personnes LGBTQ+, où un accès rapide et adapté...

La présidente: Merci. Je m'excuse de devoir vous interrompre.

Pascal Vaillancourt: C'est parfait. J'avais terminé.

La présidente: On aura peut-être des questions pour vous.

Nous allons commencer par Mme Vien.

Madame Vien, vous avez la parole pour six minutes.

Dominique Vien: Merci, madame la présidente.

Bonjour à tous, et merci de vous être rendus disponibles aujourd'hui.

Monsieur Francis Dupuis-Déri, je vous souhaite la bienvenue et je vous remercie d'être là pour nous aujourd'hui. J'ai pas mal de questions pour vous.

Vous dites que les hommes ne sont pas en crise à cause des femmes. Sont-ils en crise? Le cas échéant, pourquoi sont-ils en crise?

Francis Dupuis-Déri: Je considère que nous ne sommes pas en crise, nous, les hommes. Cela dit, les hommes peuvent avoir des problèmes. Évidemment, il y a des secteurs, des réalités ou des régularités sociologiques qui montrent que les hommes ont certains problèmes sur certains fronts.

Cependant, si on regarde attentivement, on constate que ce n'est pas à cause des femmes, et que ce ne sont pas les femmes qui prennent les décisions principalement. Par exemple, je pense à des catégories socioéconomiques. On sait qu'en fait, les grandes décisions socioéconomiques sont prises en majorité par des hommes. Ce ne sont donc pas les femmes qui sont responsables des problèmes des hommes si les hommes ont des problèmes, à part, évidemment, dans une relation interpersonnelle. Évidemment, l'individu X peut avoir de la peine à cause de l'individu Y.

● (1220)

Dominique Vien: Vous avez donné la définition de l'antiféminisme. Vous avez dit que c'est un courant avec plusieurs courants sous-jacents et vous avez parlé d'un courant peut-être religieux ou national. Vous vous intéressez à celui qui est masculiniste.

Est-ce qu'il y a quand même une convergence ou peut-il y avoir une convergence entre les trois? Je reviens un petit peu à la question que je posais un peu plus tôt à M. Boursier.

Francis Dupuis-Déri: C'est une bonne question. En fait, au début des années 2000, quand nous avons commencé à nous intéresser à ces questions avec la sociologue Mélissa Blais, il y avait le mouvement des pères séparés et divorcés, qui étaient un peu les porte-parole du mouvement masculiniste public. Je ne sais pas si vous vous en souvenez. Nous étions curieux et curieuses et nous nous demandions quel était leur discours concernant le racisme, l'immigration, et ainsi de suite. Nous n'avons jamais rien trouvé, vraiment.

Aujourd'hui, ce que nous voyons — je pense que ça a été abordé par M. Boursier concernant la question des réseaux Internet — c'est qu'il y a une fusion de plus en plus importante entre les idées d'extrême droite, qui malheureusement, dans nos sociétés, sont de plus en plus fortes, beaucoup plus qu'il y a 20 ans, et les idées masculinistes. Ce sont des discours qui entrent en résonance, qui sont au diapason. C'est un peu, dans les deux cas, la même logique. Vous êtes victime des minorités, des minorités migrantes, des minorités religieuses, des minorités de la diversité de genre et sexuelle, des femmes. Il s'agit tout le temps présenter les hommes, la majorité blanche, comme victimes de quelque chose et de dire qu'il faut les aider. Il y a donc là des alliances.

Dominique Vien: Je vous remercie.

Vous dites, et c'est un peu aussi le propos de votre prédécesseur, que ça fait 500 ans qu'il y a des gens qui s'activent pour freiner l'égalité. Est-ce qu'on va s'en sortir? Est-ce qu'on est cuit? Est-ce qu'il y a de l'espoir?

Francis Dupuis-Déri: Vous ne parlez pas à la bonne personne: je suis plutôt quelqu'un de pessimiste. Évidemment, le mouvement des femmes au Québec et au Canada a fait des avancées substantielles dans les deux ou trois dernières générations. Ce n'est pas rien, ce que les femmes ont gagné.

Toutefois, il y a de la résistance, et c'est normal parce que, quand vous avez un système inégalitaire et que vous avancez vers l'égalité, il y a toujours de la résistance. Je suis en sciences politiques, et c'est quelque chose de tout à fait banal, qu'il y ait de la résistance. On voudrait qu'il n'y en ait pas, mais il y en a. Il y en a aussi pour ce type d'égalité. Il faut l'entendre, l'égalité entre les hommes et les femmes, c'est compliqué parce que ça touche les relations les plus intimes, les plus personnelles. Ce n'est pas juste une déclaration de principe, par exemple, en matière d'équité salariale, qui est quelque chose de très, très important, par ailleurs. Ça concerne les relations interpersonnelles, surtout si on est hétérosexuel, et les relations familiales.

Dominique Vien: J'ai souvent dit qu'il me semble qu'on voit moins d'hommes dans des postes occupés majoritairement par des femmes depuis quelques années.

Vous êtes associé à la Fédération autonome de l'enseignement pour une étude. À la garderie, aux centres de la petite enfance, à l'école, même au secondaire, il n'y aurait pas assez de figures masculines importantes qui vont jouer au football sur l'heure du midi avec les garçons, afin qu'ils puissent s'exprimer pour faire sortir l'énergie masculine qu'ils ont en eux. Vous voyez un peu où je veux aller. N'y a-t-il pas assez de gars, des figures importantes, qui parlent à nos jeunes garçons?

Francis Dupuis-Déri: En effet, je me suis quand même penché sur les études de Pierrette Bouchard, de Jean-Claude St-Amant et d'autres qui ont étudié en science de l'éducation et qui ont étudié cette question. Si j'ai bien compris, on ne voit pas vraiment d'influence marquante sur la réussite scolaire si les enseignants et les enseignantes sont des hommes ou des femmes. D'ailleurs, il n'y a pas non plus d'étude probante sur la non-mixité. Certains masculinistes proposent de revenir à un enseignement juste pour les garçons et juste pour les filles, donc séparément.

Les recettes pour bien réussir à l'école, ce n'est pas très compliqué. Il faut les encourager à aimer la lecture. Je sais que c'est plus facile à dire qu'à faire. Les activités sportives peuvent faire qu'ils se sentent un peu plus intégrés dans l'école, mais sur le plan scolaire, sur le plan pédagogique d'apprentissage, c'est...

Dominique Vien: Il s'agit d'avoir des figures importantes d'hommes sains, bien dans leur corps, qui respectent les femmes, qui prônent l'égalité. Y a-t-il assez de figures masculines dans des postes clés?

Francis Dupuis-Déri: On peut en avoir plus, si vous voulez, mais ce que je vous dis, c'est qu'une bonne enseignante peut conduire un garçon vers la réussite scolaire.

● (1225)

Dominique Vien: Merci.

Mon temps de parole est-il terminé, madame la présidente?

La présidente: Oui.

Dominique Vien: Merci beaucoup, monsieur Dupuis-Déri.

La présidente: Merci beaucoup, madame Vien.

[Traduction]

Nous passons maintenant à Mme Nathan pour six minutes.

Juanita Nathan (Pickering—Brooklin, Lib.): Merci, madame la présidente.

Je tiens à tous vous remercier d'être ici. Nous pourrions certainement bénéficier du savoir que vous allez nous transmettre aujourd'hui.

Ma première question s'adresse à M. Dupuis-Déri.

Vous avez abordé cet enjeu. J'aimerais simplement vous entendre davantage là-dessus. Estimez-vous que les dirigeants politiques utilisent dernièrement des termes allant à l'encontre de la diversité, de l'équité et de l'inclusion ou un discours anti-woke pour plaire délibérément aux jeunes hommes en colère ou qui se sentent laissés pour compte? Autrement dit, les dirigeants politiques emploient-ils les réseaux sociaux pour attirer les hommes qui détestent les femmes, en faisant appel à leur peur? Pourriez-vous nous en parler et donner des exemples que vous avez vus récemment?

[Français]

Francis Dupuis-Déri: Merci beaucoup de la question.

En fait, ce n'est pas pour faire de la publicité, mais j'ai écrit un livre spécifiquement sur le mouvement anti-woke en 2022. Ce mouvement est une attaque, en fait. Dans le mot *woke*, on sait qu'il y a les féministes, on sait qu'il y a les antiracistes, on sait qu'il y a la diversité de genres sexuels. Or, quand vous attaquez les personnes *woke*, vous attaquez aussi les féministes et, évidemment, les programmes d'équité, de diversité et d'inclusion, comme vous l'avez mentionné.

C'est une vieille rhétorique qu'on avait déjà vue aux États-Unis, par exemple à l'époque de Ronald Reagan. Je ne sais pas si vous vous le rappelez, mais on parlait déjà des hommes blancs en colère dans les années 1980, qui étaient les victimes de toutes les minorités et dont on disait que les femmes noires ou lesbiennes volaient les emplois. C'est le genre de mise en scène qu'on faisait à l'époque à la télévision et dans les émissions de radio. Ça a été documenté par le sociologue Michael Kimmel aux États-Unis, avec exactement cet exemple d'une femme noire ou lesbienne qui vole votre emploi. C'était ce qu'on leur faisait croire.

Aujourd'hui, on a vu Fox News expliquer que les droits de douane de Donald Trump sont des tarifs « virils ». Dans la bande de Fox News, on disait que les droits de douane de Trump vont régler la crise de la masculinité. On a ce genre de rhétorique qui fait croire aux hommes blancs, principalement de classe populaire, de classe moyenne, qu'ils sont les victimes des femmes et des autres minorités. C'est très problématique, parce que ce ne sont pas les femmes qui ont fermé les usines et qui ont organisé les marchés de libre-échange et les délocalisations d'entreprises. Ce ne sont pas les femmes. De toute façon, ces hommes-là gagnent encore de bien meilleurs salaires, principalement parce qu'ils travaillent dans des secteurs industriels qui existent encore.

[Traduction]

Juanita Nathan: Merci beaucoup de votre réponse.

Ma prochaine question s'adresse à M. Ganson.

Monsieur Ganson, j'aimerais en savoir plus sur les outils d'intelligence artificielle qui servent à recommander du contenu et à modérer les espaces en ligne, notamment pour détecter le harcèlement, les discours haineux et les images non consensuelles. Selon vous, comment les échecs ou les biais des systèmes de modération de l'IA contribuent-ils à la propagation en ligne du harcèlement antiféministe ou fondé sur le genre? Par ailleurs, quelle en est l'incidence sur la santé mentale des jeunes et sur leur volonté de demander de l'aide ou de participer aux espaces publics?

Kyle Ganson: Je pense que c'est une excellente question.

Tout d'abord, nous voyons déjà que les images ou le contenu générés par l'IA ont une influence sur l'image corporelle et la perpétuation des idéaux corporels, ce sur quoi je travaille. Ce contenu perpétue une apparence très particulière pour les hommes et les femmes, ce qui perpétue bien sûr les pressions sur les jeunes en particulier pour avoir une certaine apparence. Ce contenu est ensuite promu encore et encore par les algorithmes, qui sont des pentes glissantes, et par la participation en ligne, les commentaires, les « j'aime », le partage, etc. Ce phénomène se perpétue à cause des algorithmes générés par l'IA, donc il devient d'autant plus viral.

Bien sûr, les jeunes utilisent beaucoup les réseaux sociaux, donc ils voient cette information et ils l'internalisent. Cela peut être très dommageable pour leur façon de voir le monde et de se percevoir, ce qui mène à des problèmes de santé mentale et à des croyances antiféministes ou à des idées misogynes et à ce genre de choses.

Juanita Nathan: Merci de votre réponse.

Je m'adresse maintenant à M. Vaillancourt.

Vous alliez nous faire des recommandations avant qu'on ne vous interrompe, alors je vais vous donner un peu de temps pour faire vos recommandations.

● (1230)

[Français]

Pascal Vaillancourt: En fait, mes recommandations sont simples. À l'heure actuelle, on sent la montée de la haine un peu partout. Les discours masculinistes et les discours antiféministes font qu'on doit avoir des ressources vraiment solides pour soutenir ces personnes. À l'heure actuelle, l'écosystème — je parle entre autres pour mon écosystème LGBTQ+ — est un écosystème très fragilisé au niveau communautaire. Interligne est la plus vieille ressource communautaire au Québec. Ça va faire 45 ans que nous œuvrons, et nous sommes encore menacés. Or, le manque de soutien à

ces personnes qui sont en détresse peut mener à des suicides et à beaucoup de détresse.

Donc, une de nos recommandations est le maintien des ressources. On doit s'assurer qu'il reste des ressources partout au pays, dans toutes les provinces, pour soutenir ces communautés touchées par les discours antiféministes.

Évidemment, il faut financer la prévention et la sensibilisation dans différents milieux pour s'assurer qu'on a une action tentaculaire dans plusieurs milieux, question de sensibiliser les hommes, peu importe le milieu où ils sont.

Merci.

[Traduction]

Juanita Nathan: Merci.

La présidente: Excellent.

Votre temps est écoulé.

Nous passons maintenant à Mme Larouche.

[Français]

Vous avez la parole pour six minutes.

Andréanne Larouche: Merci beaucoup, madame la présidente.

Merci à nos trois témoins, monsieur Vaillancourt, monsieur Ganson et monsieur Dupuis-Déri, d'être avec nous aujourd'hui.

Monsieur Dupuis-Déri, lors de votre exposé, vous avez piqué ma curiosité. Vous avez dit, à propos de la Journée internationale des hommes le 19 novembre, que le gouvernement était tombé dans le piège. Pouvez-vous expliquer davantage ce que vous vouliez dire par « piège »?

Francis Dupuis-Déri: Oui, je vous remercie de cette demande de précision.

En fait, depuis plusieurs années, il y a eu des revendications des mouvements des hommes, des mouvements masculinistes, pour qu'on modifie les intitulés de certains ministères. Il y avait différents noms, comme « Condition féminine », en Europe, et on a voulu y inclure le mot « égalité ». Quand on inclut l'égalité, évidemment, ça ouvre les portes aux hommes.

Je ne dis pas, évidemment, qu'il ne faut pas avoir des réflexions sur les hommes et les masculinités du point de vue de la condition féminine, mais ça a ouvert des portes. On a vu la même chose en Europe et on a vu la même chose au Québec, c'est-à-dire que ça va ouvrir la porte, y compris pour des enveloppes de subventions qui sont en principe dédiées aux femmes, à des groupes d'hommes qui vont s'insérer et venir chercher de l'argent. Dorénavant, on va poser de nouvelles conditions et de nouveaux critères; par exemple, on va dire aux groupes de femmes qu'il faut qu'elles incluent les hommes dans leurs activités pour avoir accès à des subventions provenant d'enveloppes habituellement dédiées aux groupes de femmes.

La Journée internationale des hommes est une journée internationale qui n'est pas reconnue par l'ONU. D'habitude, quand les organisations, les ministères, le Canada ou le Québec — je parle du Québec parce que je suis au Québec — soulignent des journées internationales, il est entendu que ce sont des journées internationales formelles. Ce ne sont pas des journées internationales décidées par des groupes de pression.

Quand le ministère fédéral a décidé de souligner la Journée internationale des hommes, on a vu des plateformes et des médias ouvertement masculinistes ou antiféministes jubiler, parce qu'ils étaient contents. Ils disaient que c'était une victoire et que, d'une certaine manière, on faisait écho à leur discours de souffrance des hommes à cause des femmes. Je pense entre autres à la question très délicate du suicide, sur laquelle j'ai travaillé, mais qui n'est pas la faute des femmes, ainsi qu'à d'autres dossiers comme ça.

En plus, il faut préciser qu'au Québec, la Journée internationale des hommes, le 19 novembre, tombe juste au début de la campagne des 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes. Donc, ça crée de la distorsion.

Andréanne Larouche: D'accord. Merci beaucoup d'avoir pris ce temps pour expliquer davantage votre idée.

Ma prochaine question s'adresse toujours à vous, mais si MM. Ganson et Vaillancourt le désirent, ils pourront ajouter quelque chose.

Comment peut-on distinguer la critique du féminisme du discours antiféministe haineux?

Francis Dupuis-Déri: C'est une très bonne question, et c'est aussi une question difficile.

M. Tristan Boursier, qui m'a précédé, y a répondu un peu. En fait, la question est la suivante: quand on critique les féministes, est-ce qu'on a par ailleurs quelque chose à proposer dans une perspective d'égalité entre les femmes et les hommes, de liberté, d'autonomie, d'émancipation et de sécurité des femmes? Si on ne fait que critiquer pour critiquer, on est un peu pas mal du côté des antiféministes.

D'ailleurs, on sait aussi que les féministes se critiquent beaucoup entre elles. Il n'y a pas de consensus et ce n'est pas homogène dans le mouvement féministe. Les féministes se critiquent entre elles parce qu'elles considèrent qu'il faut plutôt faire ceci ou cela pour faire avancer l'égalité pour les femmes et la liberté pour les femmes. Cependant, quand on ne fait que critiquer, parfois sous le couvert de l'humour, parfois de manière menaçante, parfois même en faisant des menaces explicites de violence sexuelle ou de mort, on est du côté de l'antiféministe.

• (1235)

Andréanne Larouche: Vous avez étudié davantage la question de l'antiféminisme et du masculinisme. En quoi les masculinités toxiques ou traditionnelles sont-elles liées à l'antiféminisme?

Francis Dupuis-Déri: Il y a les représentations qu'on se fait de la masculinité, du masculin et du féminin. Je vais parler d'objets qui peuvent vous apparaître totalement futiles, mais, en fait, c'est très significatif. Prenons la mise en marché de nos désodorisants et de nos rasoirs masculins et féminins. Le masculin, c'est la force, et, quand je mets mon déodorant ou que je me rase, ce sont des noms comme Mach3, Power Plus, force arctique ou force extrême. Quand ma conjointe met son déodorant ou se rase, ce sont des noms comme purée, ondes matinales, cerises, ou pêches.

Ce sont des valeurs associées au masculin ou au féminin. Du côté du masculin c'est la force, la domination, la combativité, la compétitivité et l'agression alors que, du côté du féminin, c'est encore ça, les valeurs. Si vous regardez les cartes d'anniversaire pour des enfants de 1 an, vous verrez que c'est encore ça qui est mis en scène, aujourd'hui, en 2026, dans nos pharmacies comme Jean Coutu, au

Québec. Les femmes, c'est la douceur, la passivité, l'attente, la gentillesse.

Andréanne Larouche: En plus, les produits féminins coûtent plus cher. Alors, ce marketing, visiblement, on peut le monnayer.

Monsieur Vaillancourt, vous avez beaucoup parlé d'éducation. Vous pouvez commencer à répondre à ma question, mais j'y reviendrai lors de mon deuxième tour de parole, car je sais que je vais manquer de temps. Concernant l'importance de l'éducation, vous avez parlé des plateformes. Or, d'autres témoins nous ont aussi dit que la perte de médias traditionnels, la perte de diversité des voix, avait des répercussions.

Pascal Vaillancourt: Notre travail, c'est l'éducation. Chez Interligne, nous faisons beaucoup de sensibilisation et nous voyons les répercussions. Plus nous en faisons, plus il y a des résultats, surtout quand nous commençons lorsque les élèves sont plus jeunes. À l'heure actuelle, nous sommes quand même confrontés à un contexte difficile dans les écoles et dans les classes, mais nous n'avons pas les ressources pour y aller très souvent. Cela dit, les répercussions sont là et je pense qu'il faut y aller. Plus les élèves sont jeunes, plus il y a moyen de changer un peu les mentalités.

Si je ne me trompe pas, mon temps de parole est écoulé.

[Traduction]

La présidente: C'est exact.

Nous passons maintenant à Mme Roberts pour cinq minutes.

Anna Roberts: Merci, madame la présidente.

Merci aux témoins de leur présence ici aujourd'hui.

Ma question s'adresse à M. Dupuis-Déri.

Est-ce que l'antiféminisme se manifeste différemment selon les langues ou les cultures?

[Français]

Francis Dupuis-Déri: C'est une très bonne question.

En ce qui concerne le langage, je ne le sais pas, mais en matière de culture, évidemment, il y a des références qui ne sont pas les mêmes. J'ai mentionné très rapidement qu'il y a un antiféminisme nationaliste ou communautaire dans à peu près toutes les communautés. Au Québec, par exemple, il y a eu des demandes pour le droit de vote des femmes au début du XX^e siècle. Les antisuffragettes québécoises disaient que les suffragettes venaient de Grande-Bretagne, que c'était protestant, que ce n'était pas catholique, que ce n'était pas francophone. On disait que ça venait de l'étranger. C'était une manière de dire que les femmes québécoises n'avaient pas besoin d'avoir le droit de vote parce que c'était étranger. Ça, on le voit régulièrement un peu partout, même d'une certaine manière dans la communauté afro-américaine aux États-Unis. Les afro-féministes se plaignent du fait que certains de leurs camarades hommes disent que le féminisme est quelque chose qui appartient aux Blancs, que ça ne les concerne pas, alors que les afro-féministes disent qu'il y a aussi le féminisme afro-américain.

Oui, il y a une réorganisation de la logique ou du discours antiféministe qui est liée au contexte historique, au contexte culturel, et au contexte religieux aussi, évidemment. Le Vatican a ses propres arguments pour dire pourquoi le féminisme est problématique. Des juifs conservateurs ou des musulmans conservateurs auront d'autres arguments.

[Traduction]

Anna Roberts: Je poserais la même question à MM. Ganson et Vaillancourt.

Monsieur Ganson, voudriez-vous répondre à ma question?

Kyle Ganson: Pourriez-vous la répéter?

Merci.

Anna Roberts: Bien sûr. Est-ce que l'antiféminisme se manifeste différemment selon les langues ou les cultures?

Kyle Ganson: C'est une excellente question.

Je ne possède pas l'expertise sur différentes cultures pour dire oui ou non, mais je présume que oui. Je pense que nous le voyons dans la façon dont fonctionnent différents systèmes de croyances dans différentes cultures avec différentes religions, concernant les rôles des sexes et les croyances sur ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire.

Je dirais que oui, mais je n'ai pas assez d'expertise pour dire oui ou non.

• (1240)

Anna Roberts: D'accord. Merci.

Monsieur Vaillancourt.

[Français]

Pascal Vaillancourt: Pour ce qui est des communautés LGBTQ+, dans toutes les sociétés ou la plupart des sociétés, les droits des personnes LGBTQ+ sont des droits arrivés après l'ouverture des droits des femmes. De plus, du fait de cette corrélation, quand on s'attaque aux droits des personnes LGBTQ+, on peut s'inquiéter également de ce qui va se passer pour les droits des femmes.

À l'heure actuelle, nous sommes en plein là-dedans. Nous voyons les attaques par l'entremise des institutions et des médias, et dans beaucoup de contextes. Nous ressentons ces attaques sur plusieurs fronts. En ce qui concerne les effets, c'est un petit peu ce que je vous disais dans mon texte plus tôt, à l'heure actuelle, nous voyons tous les effets de ces attaques. C'est ce que je voulais vous dire.

[Traduction]

Anna Roberts: C'est intéressant. Je vais maintenant vous poser une question un peu amusante. Mon défunt mari me disait toujours: « Avec une femme heureuse, la vie est heureuse ». Je dois dire qu'il se comportait en vrai gentilhomme, peu importe votre genre et qui vous étiez. Dans ma culture, mes grands-parents m'ont élevée de manière à traiter tout le monde équitablement.

Que pensez-vous de cette déclaration?

Je commencerais par M. Ganson.

Kyle Ganson: J'ai déjà entendu cet énoncé; c'est un dicton familial qu'on répète très souvent.

Pour revenir à ce que nous disions sur les genres, ces notions se trouvent partout. Les objets et les films sont genrés — tout est genré. Ce genre d'expression est genré. Le genre est omniprésent dans notre communauté et notre monde, ce qui crée des dynamiques. C'est évidemment ce pour quoi nous sommes réunis ici aujourd'hui.

Parfois, c'est positif et amusant. Mais parfois, ce ne l'est pas; c'est misogyne et antiféministe. Voilà ce que j'en pense.

Anna Roberts: Je vais terminer en disant que j'ai élevé deux enfants, un garçon et une fille. Mon mari est décédé. Quoi qu'il en soit, lorsque je leur parlais, je logeais à la même enseigne. Même si je suis une femme, je vais ouvrir la porte à un homme; un homme peut ouvrir la porte à une femme, cela ne me dérange pas. Nous sommes égaux.

Diriez-vous la même chose que moi?

Kyle Ganson: Me posez-vous la question?

Anna Roberts: Oui.

Kyle Ganson: D'accord.

Selon le contexte, il y a différents niveaux d'égalité. C'est une distinction importante. Dans une famille, il peut y avoir une certaine égalité entre les rôles et les genres. Il y a très clairement une différence en matière d'égalité dans les échelons supérieurs des entreprises, par exemple. Cela dépend peut-être du contexte.

C'est un début de réponse que je peux vous donner.

La présidente: Votre temps est écoulé.

Nous passons maintenant à Mme Ménard.

[Français]

Madame Ménard, vous avez la parole pour cinq minutes.

Marie-Gabrielle Ménard: Merci, madame la présidente.

Messieurs Vaillancourt, Ganson et Dupuis-Déri, je vous remercie de votre expertise éclairante. Vos témoignages sont hautement troublants. Ce sujet nous passionne.

Monsieur Dupuis-Déri, je commence par vous.

En tout début d'étude, nous avons reçu Jake Stika de l'organisation Next Gen Men. Il nous a éveillés à quelque chose d'assez intéressant sur le plan comportemental. Il nous a invités à faire un voyage dans le temps. Il nous a fait nous concentrer sur la population des jeunes hommes. Jadis, ces derniers étaient parfois des réceptacles pour différents discours, différents messages hypothétiquement antiféministes.

Aujourd'hui, ça peut sembler contre-intuitif, mais on arriverait à percer et à pénétrer dans cette population grâce au numérique, mais c'est dans l'espace physique où les actions de plus en plus violentes s'expriment. C'est comme si la toile numérique arrivait, par je ne sais quel moyen, à décomplexer des comportements qui vont s'exprimer dans l'espace physique.

Que pouvez-vous nous dire sur cette migration, cette mutation d'un rôle plus passif à un rôle très actif?

Francis Dupuis-Déri: Merci de la question.

Ça va me permettre de vous parler rapidement de la recherche que je viens de terminer avec la Fédération autonome de l'enseignement. Je vous rappelle qu'il s'agit d'un groupe de discussion comprenant une cinquantaine d'enseignants et d'enseignantes. Nous les invitons à participer à la discussion en annonçant que c'était une discussion sur les élèves sexistes, homophobes et transphobes. Donc, en principe, j'imagine qu'ils venaient en ayant déjà ces expériences en tête. Nous avons eu une cinquantaine de témoins dans sept régions du Québec, plus les répondants à des questionnaires.

Je vous passe les détails, mais ce que nous avons trouvé est tout à fait décourageant et affligeant. Effectivement, les études montrent, comme le disait M. Vaillancourt, que les préjugés homophobes et transphobes, entre autres, se développent. Ils se développent de manière moins considérable chez les filles, mais ils se développent quand même. Il y a des filles qui sont homophobes et transphobes. Toutefois, comme vous venez de le mentionner, ça s'exprime surtout chez les garçons. On parle d'insultes, on voit des élèves contredire des professeurs ou dire aux enseignantes de retourner à la maison pour s'occuper de leurs enfants au lieu de voler le poste d'un homme. On voit aussi des drapeaux LGBTQI+ être brûlés dans plusieurs écoles du Canada.

Ces élèves se saluent entre eux. J'ai réalisé qu'un certain phénomène se répand dans notre jeunesse dans les écoles, à savoir les saluts nazis. Ça se passe dans d'autres pays aussi, comme la France, l'Allemagne et ailleurs. Les jeunes « s'amuse » à faire des saluts nazis.

Mon explication est que ça ne repose pas juste sur les fameux médias sociaux dont tout le monde parle. Nous sommes dans une époque politique qui a un effet sur les jeunes, parce que bien que les jeunes qui participent à nos sociétés ne soient pas nécessairement super politisés, ils comprennent. Les enseignants et les enseignantes nous disaient que, quand Donald Trump a été élu, des garçons disaient qu'ils avaient gagné, que les enseignants et les enseignantes ne pouvaient plus leur dire quoi faire et quoi dire, et qu'ils avaient le droit de dire qu'ils étaient contre les gais et qu'ils n'auraient pas de *drag queen* dans leur école. Donc, ils suivent Elon Musk. Ils font des saluts nazis. Ils disent qu'Elon Musk est l'homme le plus riche du monde, alors comment des enseignantes peuvent-elles leur dire quoi faire? Ils considèrent avoir le droit de dire et de faire ce qu'ils veulent. Donc, ils sont influencés par les masculinistes les plus puissants de la planète qui ont pris le contrôle de la Maison-Blanche. Ce n'est pas une figure de style ou une métaphore, c'est ce qui se passe en ce moment en 2026 et ça a un effet sur toute la société, car ce sont les hommes les plus influents du monde.

• (1245)

Marie-Gabrielle Ménard: Merci beaucoup.

Monsieur Vaillancourt, je vais poursuivre sur la même idée. Lors de vos remarques préliminaires, vous avez parlé de statistiques et de volume. J'aimerais qu'on parle à la fois de quantitatif, mais surtout de qualitatif. Je pense que c'est ce qui est pertinent pour le Comité.

Pouvez-vous nous éclairer sur le volume et la nature des appels liés à la montée de l'idéologie antiféministe qu'Interligne reçoit?

Pascal Vaillancourt: Nous n'avons pas remarqué d'augmentation de nos statistiques, c'est-à-dire que, chaque année, il y a environ 20 000 recours au service d'aide, d'écoute et de renseignement d'Interligne. Cependant, nous avons remarqué un alourdissement, une intensification des motifs d'appel.

Auparavant, quand les gens nous contactaient, les motifs les plus fréquents étaient une volonté de sortir du placard et une demande d'accompagnement dans le processus, ou une détresse psychologique.

Présentement, il y a encore de la détresse psychologique, mais elle est en grande hausse. Cependant, la nouveauté est que certains motifs sont devenus les plus fréquents, comme de la violence, des attaques dans la rue ou des attaques sur des sites de rencontres. Ce sont des choses que nous entendons beaucoup plus aujourd'hui, et

que nous n'entendions pas par le passé ou qu'auparavant, nous avions l'impression d'être dans une période de progression. À l'heure actuelle, nous sentons un retour en arrière de plusieurs années.

Marie-Gabrielle Ménard: Il me reste à peine quelques secondes.

Comme vous l'avez mentionné, Interligne agit dans l'ensemble du pays, donc on peut présumer que certaines personnes qui ont peut-être moins de ressources physiques ont accès à une ligne d'écoute, et donc à du soutien. Est-ce exact?

[Traduction]

La présidente: Je suis désolée. Votre temps est écoulé.

[Français]

La présidente: Madame Larouche, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

Andréanne Larouche: Merci beaucoup, madame la présidente.

Professeur Dupuis-Déri, vous êtes manifestement en train de me transmettre votre pessimisme. Vous me rappelez des souvenirs, quand vous parlez d'école.

Je m'adresse autant à vous, monsieur Vaillancourt et professeur Ganson.

J'ai eu l'occasion de visiter une école. À la base, j'allais là pour parler avec des élèves pendant l'heure du dîner, mais par la suite, l'enseignante m'a dit qu'en tant que porte-parole de la condition féminine, maintenant, je savais qu'il y a une hausse de la violence chez les jeunes élèves, et qu'ils tentent déjà, dès le secondaire, de contrôler leurs copines. L'enseignante m'a dit qu'elle a essayé de parler de diversité. Elle avait exhibé un drapeau de la diversité dans la classe et avait dit qu'après la pause, la classe allait parler des communautés, mais le drapeau avait été arraché. Elle m'a donc dit que dans l'école, on ne peut plus parler de diversité et que les couples de personnes gaies, lesbiennes et autres ne s'affichent plus.

Donc, que pouvons-nous faire? On parle des réseaux sociaux, mais comme vous l'avez dit, professeur Dupuis-Déri, maintenant, ils ont des modèles complètement décomplexés au sud de la frontière.

Il y a aussi une influence de la pornographie dans tout ça. Est-ce qu'on peut parler de l'influence de la pornographie plus violente, d'une meilleure éducation au numérique, et d'une place pour d'autres discours dans les médias traditionnels? Quelle piste de solution pouvons-nous envisager?

Il vous reste une minute de temps de parole à partager.

Francis Dupuis-Déri: On me demande beaucoup ce qu'on doit faire pour les garçons, mais puisqu'il ne reste vraiment pas beaucoup de temps, il est important de dire qu'il faut penser aux filles. Ce sont les filles qui interagissent avec ces garçons. Il ne faut pas juste nous demander ce que nous devons faire pour nos garçons. Il y a aussi les outils à donner aux filles pour faire face à ces garçons. Je pense surtout aux filles hétérosexuelles. Elles ont des frères et des amis. Souvent, c'est à l'école secondaire qu'elles ont l'âge de leur première relation sexuelle et de leur première mise en relation. Ce dont on me témoigne sur le terrain, c'est que les influenceurs ont des répercussions sur leurs couples d'adolescents et d'adolescentes. Des garçons qui écoutent Andrew Tate deviennent beaucoup plus coercitifs. Donc, il ne faut pas oublier les filles. Il faut leur donner des outils pour comprendre la situation et pour se défendre individuellement et collectivement contre ces garçons.

• (1250)

Pascal Vaillancourt: J'aurais envie de dire qu'il faut une éducation à la sexualité à un plus jeune âge, avec, évidemment, des sujets qui suivent le développement des enfants. Nous ne pouvons pas négliger l'éducation. Je pense que c'est encore dans cette direction qu'il faut aller. De plus, il faut constamment répéter l'information.

La présidente: Excellent.

Madame Larouche, c'est la fin de votre temps de parole.

[Traduction]

Nous passons à Mme Cody pour cinq minutes.

Connie Cody: Merci aux témoins de leur présence aujourd'hui.

J'ai quelques questions à vous poser, donc je vais essayer d'en poser le plus possible. Je commencerais par M. Ganson.

Récemment, j'ai demandé à la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres de définir « l'antiféminisme ». Elle m'a répondu que ce terme « pouvait être employé en contexte dans la recherche, les consultations, la prestation de programme et l'évaluation, la surveillance et la reddition de comptes, au besoin ».

À votre avis, s'agit-il d'une définition claire et complète de l'antiféminisme?

Kyle Ganson: Cette réponse ne me semble pas être une définition complète de l'antiféminisme. On dirait que c'est des façons dont le terme peut être utilisé; c'est ce que j'en comprends. Je pense que la définition qu'a donnée M. Dupuis-Déri était pas mal complète. On parlerait plutôt ici de différentes façons d'inclure l'antiféminisme dans notre compréhension, dans la recherche et l'évaluation de programme, etc.

Connie Cody: Si l'antiféminisme n'est pas clairement défini au gouvernement, auriez-vous des suggestions sur ce que nous pouvons faire pour mesurer la cible et la façon dont les Canadiens vont voir des résultats, de sorte que la protection des femmes devienne une cible mesurable plutôt qu'un beau discours?

Kyle Ganson: C'est une bonne question.

Je pense qu'il serait bien de commencer par une définition qui fait consensus et qui est largement répandue. Nous pourrions ensuite trouver différentes façons de mesurer cette cible dans la recherche, les programmes ou les politiques. Ce serait une bonne première étape de chercher une définition qui fait consensus en consultant les chercheurs, les décideurs, les militants, les gens sur le terrain et la population.

Connie Cody: Pourriez-vous nommer un programme ou une stratégie qui protège les femmes sans dépeindre les garçons et les hommes d'une seule et même façon, mais tout en demandant des comptes aux agresseurs?

Kyle Ganson: C'est une excellente question.

Il n'y a aucun programme qui me vienne en tête tout de suite. Je pense qu'il est important de ne pas dépeindre tous les hommes comme des agresseurs. Comme je l'ai dit au début de la réunion, en faisant cela, nous isolons les hommes qui pourraient devenir des alliés ou faire partie du processus pour régler des problèmes. Je pense que c'est là un grand défi et qu'il faut éviter de faire cela.

Connie Cody: Je vais vous poser la même question qu'à un témoin précédent. Nous avons entendu un témoin qui monnayait un discours visant spécifiquement à créer la division et des conflits. Elle se disait « très honorée de pouvoir briser l'esprit (et, apparemment, la carrière) des hommes épouvantables » par sa simple existence.

Pensez-vous oui ou non que les influenceuses en ligne qui utilisent leur plateforme pour antagoniser les hommes et les garçons et, en particulier, pour créer des conflits fondés sur les genres font plus de tort que de bien à la cause féministe?

Kyle Ganson: Pour les femmes, je pense que c'est sans doute nuisible d'essayer de dépeindre les gens ainsi ou de les amener dans des situations où ils monnaient ou perpétuent des discours qui sont contre-productifs par rapport au bien commun. Oui, je pense bien sûr que c'est problématique.

Connie Cody: Il me reste du temps, alors j'aimerais passer à M. Dupuis-Déri.

Vous avez dit que la crise de la masculinité peut servir à taire les enjeux des femmes, mais nous constatons aussi que des problèmes graves touchent les hommes et les garçons, comme le suicide, l'itinérance et les garçons qui accusent du retard à l'école. Comment pouvons-nous reconnaître cette réalité sans compromettre la sécurité des femmes? Que va-t-il se produire si nous n'agissons pas? Si nous nous y prenons mal, quel est le risque qui découle du recrutement dans les mouvements antiféministes?

[Français]

Francis Dupuis-Déri: Malheureusement, je n'ai pas le temps de répondre à toutes ces questions.

J'ai fait un chapitre complet sur le discours sur le suicide des hommes, et j'ai montré que ce n'est pas la faute des femmes. La bonne nouvelle, c'est que depuis plusieurs années, au Québec, on a mis vraiment l'accent sur la prévention auprès des hommes, et ça a réduit le taux de suicide des hommes. Tout ça n'est pas lié aux femmes. On parle de discours antiféministe, parce qu'on fait porter le blâme aux femmes.

Pour ce qui est de l'éducation, ça fait plus de 100 ans que les résultats scolaires des garçons sont...

• (1255)

[Traduction]

Connie Cody: Monsieur Dupuis-Déri, il me reste peu de temps. J'ai juste une question brève que j'avais oublié de vous poser.

Quand de jeunes hommes s'en prennent aux femmes, est-ce possible qu'une partie de ce que nous voyons soit une réaction et qu'ils se sentent blâmés ou qu'ils sentent que leur identité est effacée?

[Français]

Francis Dupuis-Déri: L'identité masculine va très bien. Nous avons plein de modèles masculins dans la société. Nos chefs d'État sont masculins. Nos chefs les plus riches du pays sont masculins. Nous avons des vedettes masculines. Dieu est masculin. Le diable est masculin. Jésus est masculin. Nous avons plein de modèles masculins. Nous n'avons pas de problème quant aux modèles masculins.

[Traduction]

La présidente: Excellent.

Nous passons à la dernière série de questions.

Nous allons maintenant entendre Mme Khalid pour cinq minutes.

Iqra Khalid: Merci beaucoup, madame la présidente.

Merci aux témoins de leurs témoignages très intéressants aujourd'hui.

Comme je l'ai dit dans une question précédente, ce n'est pas qu'une question de prévention et d'éducation; je pense qu'il faut aussi demander des comptes. Comme nous le savons, ce ne sont pas juste les réseaux sociaux qui perpétuent l'idéologie antiféministe, qui existe depuis la nuit des temps — bien des gens diraient depuis Adam et Ève.

Monsieur Dupuis-Déri, je commencerais par vous, si cela vous convient.

Pourriez-vous nous parler d'imputabilité? Je sais que nous venons de présenter le projet de loi C-16, qui tient les garçons et les hommes responsables de leurs actes violents envers les femmes. Il y est aussi question de comportement coercitif et contrôlant, de torts causés en ligne, etc. Pensez-vous que ce projet de loi va assez loin? Devrions-nous prendre d'autres mesures en plus des mesures de prévention pour faire un équilibre et employer non seulement la méthode de la carotte, mais aussi celle du bâton?

[Français]

Francis Dupuis-Déri: Merci de la question.

Malheureusement, je ne connais pas les détails du projet de loi, mais Simon Lapierre, qui est en travail social à l'Université d'Ottawa, Rudolf Rausch, qui est un intervenant auprès des hommes au Québec, et l'organisme Accord Mauricie, qui mène une approche auprès des hommes violents, disent que la première question qu'il faut se poser est de savoir si les hommes acceptent leurs responsabilités vis-à-vis de leurs actes violents, ou s'ils se cherchent des excuses comme un père violent, l'alcool, le chômage ou une conjointe qui ne les écoute pas. Tant qu'ils se trouvent des excuses, ils ne sont pas véritablement en démarche de changement ou de modification, et ils risquent de recommencer.

Simon Lapierre propose même, avec d'autres gens, qu'il y ait des normes spécifiques aux ressources masculines, pour les hommes violents, pour s'assurer que c'est le type de démarche à entreprendre. On pense comprendre que plusieurs ressources pour hommes ne les poussent pas à se sentir et à se dire responsables. On écoute leurs excuses et, par conséquent, ils ne progressent pas, ils ne changent pas et, malheureusement, ils restent une source de menace pour les femmes.

[Traduction]

Iqra Khalid: Merci de votre réponse.

Je vais donc poursuivre cette discussion. Pensez-vous qu'il y a une culture systémique qui permet aux hommes d'échapper à leurs responsabilités? Par exemple, on adoucit parfois le langage utilisé pour parler des violeurs. Est-ce que ce langage et cette culture qui perpétue la victimisation chez les hommes et les garçons nuisent au discours et au soutien que devraient recevoir les femmes et les gens ayant diverses identités de genre?

[Français]

Francis Dupuis-Déri: Oui, évidemment. Ce sont des contre-mouvements, des retours de bâton. Il faut quand même dire que l'antiféminisme est en réaction au féminisme, et que le féminisme est en réaction au sexisme. Donc, il y a d'abord eu le sexisme, puis il y a eu le féminisme, et maintenant l'antiféminisme. C'est un combat.

Il y a des luttes politiques pour essayer de donner une signification à ça. Dans les dernières années, il y a eu le mouvement #MoiAussi. Il y a longtemps, après la tuerie de Polytechnique, trois hommes canadiens avaient lancé la campagne du Ruban blanc contre les violences faites aux femmes. Des hommes sont donc activement engagés dans la lutte contre les violences faites aux femmes, en adoptant des perspectives féministes. Il faut garder ça en tête. Les féministes ne sont pas omniscientes, ne possèdent pas toute la conscience et ne sont pas omnipotentes, mais ce sont elles qui comprennent le mieux les violences contre les femmes. Ce sont elles qui les subissent et qui accompagnent les victimes.

Évidemment, ça fait malheureusement souvent écho à la violence contre la diversité de genre et sexuelle.

[Traduction]

Iqra Khalid: Parfait.

Monsieur Vaillancourt, voudriez-vous également faire un commentaire, s'il vous plaît?

● (1300)

[Français]

Pascal Vaillancourt: Je suis 100 % d'accord sur ce que M. Dupuis-Déri vient de dire. Je pense que souvent, on minimise la fameuse culture du « club de gars » dans notre société de protection ou de culture du silence. Elle permet à des hommes de commettre des actes incroyables à l'égard des femmes ou des communautés LGBTQ+, mais ils sont protégés par cette culture du silence.

Il faut trouver une façon d'aller chercher des alliés, parce que beaucoup d'hommes portent ou soutiennent des initiatives féministes. Évidemment, ces hommes n'ont pas l'expérience du vécu. Dans les communautés LGBTQ+, nous croyons beaucoup à l'expérience du vécu. C'est la même chose ici, sauf que nous ne pouvons pas négliger l'importance des alliés dans nos communautés. Je pense qu'il faut trouver une façon de continuer de mobiliser ces gens et de leur donner un peu plus la parole.

[Traduction]

La présidente: Merci beaucoup.

C'est ce qui conclut notre réunion avec les témoins aujourd'hui. Je tiens à remercier les témoins de leur témoignage. C'était très apprécié.

Je vous signale que nous devons nous occuper de quelques travaux de comité. Vous verrez dans le calendrier mis à jour que l'étude article par article du projet de loi C-225 est déplacée au 10 mars pour donner le temps aux législateurs de préparer le document sur les amendements. La date limite pour soumettre des amendements est donc le 4 mars à midi.

Madame Khalid.

Iqra Khalid: Merci, madame la présidente.

Selon ce que je comprends, les partis s'entendent sur ce projet de loi d'initiative parlementaire. Nous pourrions peut-être procéder un peu plus vite et mettre la date limite au 20 février pour soumettre des amendements. Nous aurions ainsi du temps pour en discuter entre les partis, au lieu d'attendre à la dernière minute, si cela vous convient, madame la présidente.

La présidente: C'est vraiment à la discrétion du Comité, mais nous entendrons des témoins les 12 et 24 février. Voudriez-vous annuler une de ces dates? Sinon, vous soumettriez vos amendements avant d'avoir entendu le reste des témoignages.

Iqra Khalid: Est-ce que cela vous va?

La présidente: Est-ce que tout le monde est d'accord?

Iqra Khalid: Si quelqu'un veut déposer d'autres amendements en fonction des témoignages, je suis certaine qu'il pourra le faire à ce moment-là.

La présidente: D'accord. Vous devez donc soumettre vos amendements pour le 20 février.

Je présume que vous voulez terminer l'étude article par article le 26 février. D'accord.

Est-ce que tout le monde est en faveur?

Madame Larouche.

[Français]

Andréanne Larouche: Madame la présidente, je vous demande un moment. Nous avions prévu discuter des amendements le 25 février: quelle urgence justifie d'avancer la discussion et d'en discuter le 20 février?

[Traduction]

La présidente: C'est la suggestion de Mme Khalid et c'est à la discrétion du Comité.

[Français]

Andréanne Larouche: Est-ce que mes collègues conservateurs sont aussi d'accord là-dessus?

Dominique Vien: Est-ce que ce sont les amendements pour le projet de loi C-225?

Andréanne Larouche: Oui. La question est de savoir si nous sommes d'accord d'avancer la discussion et d'en discuter le 20 février au lieu du 25 février.

Dominique Vien: Oui, mais le 26 février, nous avons encore une rencontre sur le projet de loi C-225.

Andréanne Larouche: C'est exact.

Dominique Vien: Nous ne pouvons pas faire ça avant.

[Traduction]

La présidente: D'après ce que je comprends, les partis sont d'accord sur les amendements. Il y a déjà eu des discussions, donc on ne s'attend pas à recevoir d'autres amendements découlant des témoignages du 24 février. Nous pensons que les amendements déjà discutés devraient être disponibles. En les soumettant d'ici le 20 février, les responsables pourront préparer le document législatif sur les amendements pour notre étude article par article du 26 février.

Si vous ne voulez pas procéder ainsi, nous ferions l'étude article par article le 10 mars.

Madame Larouche.

[Français]

Andréanne Larouche: Je pense que ça peut être justifié par cette raison. Nous avançons la discussion pour essayer d'accélérer un peu le processus. Nous allons voir à quel point c'est unanime. C'est une question à suivre. Nous avons quand même encore du temps. J'invite mes collègues à faire notre travail de parlementaires.

[Traduction]

La présidente: Madame Khalid.

Iqra Khalid: Si Mme Larouche a besoin d'un peu plus de temps, je ne vois aucun inconvénient à fixer la date limite au 23 février.

Je tiens à ce que nous ayons le document avant l'étude article par article et avant d'entendre les témoins pour les sonder sur les amendements proposés.

La présidente: Permettez-moi de vérifier auprès du greffier législatif, et nous vous reviendrons à notre réunion de mardi, la semaine prochaine.

Sur ce, la séance est ajournée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>